

le monde hebdô Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 496

JEUDI 15 SEPTEMBRE 1983

8,00 F



**RADIO-LIBERTAIRE
REEMET
SUR 89.5 MHz**

SUR PARIS ET SA RÉGION

F°P. 2520

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Orsay, Villejuif, Vitry, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF, Liaison des cheminots.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs, Haute-saône — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Ville, Corbeil-Essonnes — Ouest : Bégard, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio — Guadeloupe : Gourbeyre.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

fêtes

Une fête organisée par le groupe libertaire du 11^e arrondissement de Paris se déroulera le dimanche 25 septembre à partir de 15 h, salle de l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11^e. Au programme, des nouvelles de la bande FM, les luttes pour la liberté d'expression — et l'existence de Radio-Libertaire. D'autres sujets seront également abordés : le constat de la politique socialiste, la militarisation de la société, etc. Plusieurs organisations et associations seront présentes. Une seconde partie sera réservée au spectacle, avec la participation de Michel Murty et d'autres chanteurs qui soutiennent Radio-Libertaire. Pour tout contact : Groupe libertaire du 11^e arrondissement de Paris, 145, rue Amelot, Paris-11^e.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Régulier (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

liste des permanences des groupes f.a.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupe « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le samedi de 15 h à 18 h 30.

Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg, le samedi de 15 h à 18 h 30, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanences le mardi à partir de 20 h, à la MJC La-Palette.

Groupe d'Angers : Tous les vendredis de 17 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des poiliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe « Jules Durand/Entralve » du Havre : pour tout contact, écrire à ADIR, 33, rue Jules-Tellier, 76600 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Gerninal c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makho » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3^e jeudi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Christien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Sébastien-Faure » de Bordeaux : permanences le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe « Voline » : permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois de 19 h à 20 h 30 et samedi sur rendez-vous, au 26, rue Piat, Paris-20^e.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e.

Groupe de Beauvais : permanences le premier mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Bruno : permanences au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille tél. : (20) 53.85.23).

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

communiqué

• Alors que certains militants de la liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste étaient absents de leur domicile, celui-ci a été cambriolé. Les auteurs, après avoir découpé une vitre, ont saisi uniquement des documents se rapportant à l'activité de la liaison. Quatre ans de mémoire écrite sur la région ont en partie disparu. Il s'agit d'une affaire politique, et seule l'activité de nos compagnons intéressait ces visiteurs. Nous en concluons que l'activité de la liaison Bas-Rhin dérange certaines personnes dans cette partie de la France, qui veulent en savoir plus sur leur travail et celui de notre organisation. Il serait vain de croire qu'un tel acte intimiderait les militants bas-rhinois qui sont déterminés à poursuivre leur action.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'inventus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

éditions

Autocollants édités par le groupe du 11^e. Prix : 1 F l'unité, 20 F les cinquante.

RADIO LIBERTAIRE, 145 RUE AMELOT, 75011, TEL. 762.90.51

La voix sans maître 89,5 MHz

145, RUE AMELOT, 75011, PARIS, TEL. 762.90.51

éditions

Badge édité par le secrétariat de Radio-Libertaire. Prix à l'unité : 6 F.

Badge édité par le groupe du 3^e arrondissement de Paris. Prix : 6 F l'unité.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

POUR LUTTER, POUR CONSTRUIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011 Paris Tel: 805.34.08

Affiche éditée par l'Administration. Prix : 5 F l'unité, 0,85 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 92 x 65.

en bref...en bref...) AMIS LECTEURS

• Pour expulser quatorze personnes d'un squat, les autorités ont fait appel à six cents C.R.S., un bulldozer anti-émeute et fait fermer la sortie de métro face à la maison occupée à ce jour, c'est-à-dire le 2 août.

Les occupants rénovateurs dont faisaient partie les expulsés nous témoignent dans un communiqué le profond dégoût que leur inspire la politique du gouvernement vis-à-vis du problème du logement en France. Ils s'inquiètent de ce gouvernement socialo-communiste qui n'a prévu pour ce grave problème que la répression.

Si vous êtes sensibilisés par ces problèmes : 38, rue de l'Ourcq, tél. : 203.70.34 ; 105, rue de Crimée, tél. : 240.16.26 ; 120, rue de Crimée.

• Un colloque international sur l'autogestion aura lieu les 15 et 16 octobre 83 à la MJC de Carcassonne, au 91, rue Alme-Ramon. Les intervenants iront de Claude Sigala du Coral en passant par Jean Huillec, autogestion en milieu rural, en passant par Abel Paz, autogestion durant la révolution, Frank Mintz, autogestion dans l'Espagne révolutionnaire 36-39, Nicolas Trifon, membre de Solidarność, et bien d'autres. Pour les questions d'ordre financier, d'hébergement, de repas... contactez rapidement le C.E.R.E.L., 1, place du Presbytère, BP 49, 11300 Limoux.

• Dans un communiqué, *Poble d'Oc*, journal sur le mouvement occitan, réaffirme son opposition totale à l'intervention impérialiste française au Tchad et demande le retrait immédiat des forces françaises envoyées là-bas.

• Le vendredi 16 septembre, à 19 h 30, aura lieu au 46, rue de Vaugirard, dans le 6^e arrondissement de Paris, une réunion sur les lieux de vie qui, comme chacun sait, ont toujours des problèmes. Cette réunion est appelée par des travailleurs sociaux de Seine-Saint-Denis préoccupés par ce problème et par le problème du soutien futur aux lieux de vie.

• Le numéro 9-10 de *Infos et analyses libertaires* est sorti. Ce journal est édité par le groupe F.A. de Béziers et le Groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan. Au sommaire : Dossier sur la Vernède, ferme de la S.A.F.E.R., occupée, au Larzac ; Bourdigou ou la disparition d'une plage pas comme les autres ; Mai 68-Mai 83, quelle contestation ? ; Henu-Savary ; lutte ouvrière à Congost. Abonnement un an : 40 F ; abonnement de soutien : 50 F et plus. C.E.S., BP 4030, 34 325 Béziers cedex. C.O.S. : 48, rue des Augustins, 66000 Perpignan.

sommaire

PAGE 3

En bref
Amis lecteurs
Editorial

La Hague 83

PAGE 4

Chapelle Darblay : le durcissement
Clandestins : planquez-vous
La CGT et les ouvriers du Livre

PAGE 5

Rassemblement du Larzac : l'ambiguïté
46^e jour de grève de l'AEFTI

C'est dur la rentrée

PAGES 6 et 7

Radios libres

PAGE 8

Informations internationales

PAGE 9

Le Tchad

PAGE 10

Nouvelle-Calédonie

Conférence de Caracas

Notes de lecture

PAGE 11

Notes de lecture, Radio-Libertaire...

PAGE 12

Liberté surveillée pour les patrons ou
les ouvriers ?

Elections de Dreux

Le 15 septembre marque depuis quelques années le retour du *Monde libertaire* à une parution hebdomadaire. Cependant ce numéro ne sera pas tout à fait celui de la rentrée.

En effet le gouvernement socialo-communiste a profité du mois d'août pour effectuer un mauvais coup et saisir le matériel de Radio-Libertaire Paris. Les gouvernements changent, mais la répression demeure. Pendant cette courte interruption de « la Voix sans Maître », le *Monde libertaire* est paru sous forme d'un quatre pages, spécial Radio Libertaire, afin de défendre notre liberté d'expression.

Ce numéro « historique » a été envoyé à tous nos abonnés, mais du fait de la nécessité d'une riposte immédiate, et du coût important relatif à sa distribution par les Messageries, il n'a pas été mis en vente dans les kiosques. Aussi si vous désirez recevoir ce numéro spécial, vous pouvez le commander à la librairie du Monde libertaire, il vous sera envoyé contre 3 F en timbres (ou tout autre mode de règlement).

Lors du précédent « Amis Lecteurs » nous vous disions que la période d'été ne devait pas être une période de léthargie. Elle ne le fut pas, en ce qui concerne les réactions vis à vis de la saisie de notre radio, et des commandes de livres, effectuées suite à la parution de notre catalogue. Vous avez été nombreux à profiter de ces vacances pour nourrir votre réflexion à l'aide des ouvrages que nous vous avions proposés. Nous ne pouvons que vous rappeler que le dernier catalogue des titres disponibles peut vous être envoyé gratuitement contre 2,30 F en timbre pour le port.

N'oubliez pas également que la parution hebdomadaire de notre journal exige un soutien permanent de la part de tous. Pour que celui-ci demeure un phare de la libre expression anarchiste, un carrefour d'échanges d'informations et d'expériences ; vous pouvez nous aider en vous abonnant, en souscrivant, en facilitant sa diffusion.

Salutations fraternelles et libertaires
Les administrateurs
P. Bedos - J.-L. Larédo

• Souscriptions :

PELAEZ J. 150 F, Groupe Sacco-Vanzetti 100 F, NARDI Joseph 50 F, CHOQUET Nicolas 50 F, MARTINEZ Celedono 50 F, LOUVEL Jean-Claude 50 F, MABILAT Michel 50 F, ROSELLI Claudette 50 F, HIREL Claude 50 F, PHILIPPO Julien 50 F, VILLER Robert 2 000 F, BUREAU Alain 50 F, MADELSKI Serge 50 F, LAURENT André 50 F, MARCO José 50 F, NOUYRIGAT Robert 50 F, JOYEUX Louis 200 F, TURREL Guy 50 F, PILORGET Jacques 50 F, MANJABACAS François 50 F, CASTAGNO Antoine 200 F, BIGOT Roger 200 F, FOISONN Christian 50 F, WOH Jean 200 F, MILLOT Guy 200 F, GÉRARD Maurice 50 F, VERNET Pierre 50 F, DARNIERES Jean-Claude 50 F, CALENDINI 50 F, BOUTELLER Alain 50 F, ROUEZ Alain 50 F, GEFROY Michèle 50 F, LASFARGUES André 50 F, GLODEAU Simone 85 F, CLAUS Philippe 50 F, PIERMARIOLI René 50 F, NICAISE Yvette 15 F, PEYROU Jean-Pierre 50 F, NAULEAU Paul 100 F, QUILLÈVERE François 200 F, GAYET Robert 50 F, JAUNIN Bernard 50 F, LENTILLON Philippe 80 F, BOUZIN Paul 50 F, MATEOS Georges 50 F, CHAMPS Paul 50 F, RODRIGUEZ Jean 50 F, BOUR Patrick 100 F, DELVALLÉE 200 F, BERTHELIN Brigitte 50 F, BABIN Edmond 50 F, PUBLICO 100 F, Gala LAVILLIERS B. 900 F, GAGNARD Laurent 50 F, BERGERET Jacqueline 150 F, CONTE Claude-Louis 50 F, COLOMBOT Paule 50 F, MESSINA Georges 50 F, PERSICI Vertice 200 F, LE RUDULIER 350 F, PUBLICO 240 F, ALLOT Jean-Michel 50 F, VEDRENNE René 10 F, Anonyme 250 F, PELAEZ Joseph 150 F, BAVARD Jean-Michel 50 F, LE ROY Lucien 50 F, PUBLICO 173 F, MALOUIER Guy 25 F, BLAIN Gérard 900 F, BORIE Stéphane 50 F, BLANC Marguerite 50 F, BES Pierrette 100 F, BAUDOT Christophe 50 F, PUBLICO 79 F, CHAPUT Jean-Marie 50 F, BARTELLETTI Daniel 50 F, BEAUFILS Ulysse 50 F, Anonyme 300 F, CHENARD Paul 100 F, PEIRO Fernand 50 F, une amie du ML 4 000 F.

• Virements automatiques :

Groupe d'Aubenas 200 F, Liaison Anizy 100 F, Groupe Fresnes-Antony 150 F, GIRAUD J.-P. 300 F, Groupe Sacco-Vanzetti 350 F, Groupe du 14^e 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, REMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 54 F, FEHR Didier 50 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER O. 50 F, Groupe Jacob 100 F, BOITELLE Bruno 25 F, Groupe Malatesta 100 F, Groupe de Béziers 50 F, Groupe de Houilles-Sartrouville 100 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Groupe Varlin 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Groupe Louise-Michel 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison Bégard 10 F, Groupe du Marais 50 F, LAFABREGUE Sylvie 50 F, Groupe de Bobigny 50 F, Groupe de Rouen 50 F, BABIN Edmond 100 F, Groupe de Périgueux 50 F, ATZORI P. 50 F, BARCO J.-M. 30 F, MOULIE G. 30 F, GOYAT Joëlle 50 F, FOISONN Christian 70 F, ROLIN N. et J.-C. 100 F, BERRAUD J.-P. 100 F, SELLIN P. 20 F, CORDELET Didier 30 F, Groupe d'Angers 100 F, CAILLOT J. 50 F, Liaison Blois 100 F, MAGLIONE L. 100 F, SANCHEZ M. 50 F, Groupe Sevran-Bondy 150 F, Groupe Bakounine 100 F.

- Total des souscriptions (depuis le 1^{er} juin) : 14 747 F.
- Total des virements automatiques mensuels : 4 719 F.
- Virements automatiques (juillet à septembre) : 14 157 F.
- Total général (juillet à septembre) : 28 904 F.

Editorial

CERTES, ce n'est pas le plan Barre ! Mais les grandes orientations du budget 1984 (dont les détails définitifs ne seront pas connus avant l'arbitrage final de Mitterrand, sans doute le 14 septembre) ne permettent guère de se réjouir.

Comme on s'y attendait, le prélèvement de 1% sur les revenus est reconduit : voilà comment de l'exceptionnel on passe à l'ordinaire. On peut toujours se consoler en se disant que cet argent va servir à assurer le développement des dépenses de santé, mais aucune illusion n'est plus possible lorsque la part ouvrière de la cotisation vieillesse augmente de 1% alors que la part patronale ne bougera pas : l'Etat entend faire payer aux seuls travailleurs l'amélioration d'une protection sociale dont ils n'ont pas la maîtrise, malgré l'illusion que l'on tente d'entretenir autour des élections de la Sécurité Sociale d'octobre prochain.

La reconduction, sous une forme différente, de la surtaxe instaurée l'an dernier sur tous les revenus assujettis à plus de 20 000 F d'impôts, n'est pas la plus injuste de ces mesures. Mais ce qui est profondément choquant, c'est que l'élargissement de l'assiette de cet impôt spécial dont le rapport va être quadruplé, trouve sa contrepartie budgétaire dans une concession de taille faite au C.N.P.F. : la non-imposition de l'outil de travail dans le cadre de l'impôt « grande fortune » va diminuer singulièrement les recettes que l'on semblait vouloir extorquer au patronat, tandis que le projet d'une plus forte imposition des grosses successions semble rester au point mort.

Il y a plus grave. Le plan gouvernemental souffre d'une incohérence fondamentale : ces 20 milliards de francs qui manquaient pour boucler le budget doivent en grande partie servir à financer une autre forme de protection sociale que l'Etat prend en charge et qui touche au problème du chômage (pré-retraite, contrats de solidarité), mais ce que l'Etat entreprend d'impulser dans le secteur privé, il se refuse à l'accomplir pour ses propres salariés. Si on doit lever de nouveaux impôts, cela ne doit-il pas servir d'abord à financer la création de nouveaux emplois, plutôt qu'à indemniser ceux que l'on envoie au chômage ? Comment comprendre dès lors que l'Etat-patron ne donne pas l'exemple dans la Fonction Publique ?

Mais il n'y a surtout rien de plus affligeant que de voir l'attitude des confédérations syndicales. Si certains réclament pour le principe la suppression de la surtaxe exceptionnelle, ils s'en tiennent là. Les prises de position des leaders syndicaux laissent surtout l'impression qu'ils sont soulagés de voir Mauroy refuser le prélèvement de 2% sur tous les revenus que proposait Delors. Ils se contentent un peu vite d'avoir évité le pire et en oublient de se battre pour avoir mieux.

Il est vrai qu'ils sont entrés en campagne et qu'il ne faudra pas s'attendre à une relance de l'action syndicale avant le soir du 19 octobre...

LA
HAGUE
83

Les 30 et 31 juillet ont eu lieu le rassemblement international antinucléaire organisé par le Comité Contre la Pollution Atomique de la Hague à Cherbourg.

Ce rassemblement se présente comme une recherche alternative à ce que nous vivons, nous, groupe de Cherbourg avons décidé d'y être présent, pensant qu'il était important de défendre le projet d'une société libertaire parmi les différentes tendances du mouvement écologiste.

Bien que la participation à ces journées n'ait pas été à la hauteur des espérances des organisateurs (1 500 personnes environ), nous avons pu tenir de nombreux débats dans notre stand et diffuser ainsi une idéologie que certains s'acharnent toujours à nier. Nous avons



eu un bon impact auprès des gens pour qui dire non au nucléaire c'est en fait rechercher un autre type de société et qui constatent l'inefficacité des pratiques électoralistes, liées aux magouilles politiciennes lorsqu'il s'agit de construire un parti école.

Enfin, avec l'appui de compagnons et sympathisants venus de Rennes, Rouen, et du Havre nous avons pu nous joindre à la manifestation de clôture sous une banderole F.A. improvisée, concrétisant ainsi notre présence à l'étonnement des rues de Cherbourg qui n'avaient pas vu de drapeaux noirs depuis longtemps!

A nous maintenant de ne pas perdre ces acquis pour les jours à venir.

Groupe de Cherbourg

CHAPELLE DARBLAY : LE DURCISSEMENT

D EPUIS son dépôt de bilan en 1980, la Chapelle Darblay est soutenue financièrement par les pouvoirs publics, dans l'attente d'un plan de restructuration.

Plusieurs groupes industriels ont fait des propositions et s'y sont cassés les dents.

Seul, le plan du groupe hollandais Parenco a été accepté par le ministère de l'industrie. Petit problème : ce plan entraîne le licenciement de 1 500 personnes ; de plus Parenco a tout à gagner à prendre en main la papeterie, puisqu'il l'achète pour un franc symbolique et que le milliard et demi nécessaire aux investissements est versé par l'Etat (voir ML n° 494).

Les syndicats ont fait des propositions, ont demandé à négocier, mais Fabius (ministre de l'industrie et député de la circonscription où se trouve l'une des deux usines Chapelle Darblay) ne veut rien entendre : c'est la solution Parenco ou la fermeture pure et simple.

Quand arrive l'été...

Le ministère et Parenco pensaient sûrement que la situation pourrait pendant les vacances mais la C.G.T. et le P.C., décidés à mettre toutes leurs forces dans la bataille, ont largement politisé le problème, sans cesser de répéter qu'ils sont toujours dans la ligne gouvernementale.

Le ministère sentant la tension monter dans les deux usines a fait vite :

- le 25 août, à l'usine de St Etienne du Rouvray, est affichée la liste des 235 premiers licenciés.
- Le 29 août c'est au tour de l'usine de Grand Couronne de connaître la liste des 127 premiers licenciés, des 100 prétraités et des 120 changements de poste, par voie d'affiches : parmi les licenciés les douze délégués C.G.T.

Les licenciements sont effectifs à partir du 1^{er} septembre, avec interdiction faite aux licenciés de se présenter sur leurs lieux de travail sous peine de voir supprimer leur prime de licenciement. La direction annonce également, à partir du 29 août pour l'usine de St Etienne du Rouvray et du 31 pour Grand Couronne, des journées chômées payées, jusqu'au 1^{er} septembre, permettant la restructuration, mais surtout pour atteindre le moral des ouvriers.

C'est l'occupation

Le 29 au matin, l'usine de St Etienne du Rouvray est occupée, les ouvriers remettent les machines en route, sans les cadres qui ne s'associent pas, ni la C.F.D.T. (très minoritaire) qui juge que l'occupation risque d'entraîner la fermeture des papeteries. L'après-midi, les ateliers sont arrêtés et une conférence de presse a lieu au cours de laquelle la C.G.T. amène les preuves qu'un autre plan (Beghin-Say) a été proposé à Fabius, même s'il n'est pas formidable, il a l'avantage de ne prévoir que peu de licenciements. Au cours de la conférence, le nom de Fabius n'est pas cité une seule fois : changement de stratégie de la C.G.T. qui en faisait la cible précédemment.

Le 30 août, l'usine de Grand Couronne est occupée à son tour. L'après-midi, une manifestation rassemblant près de 1 000 travailleurs des Chapelle Darblay, étale des rouleaux de papier dans les rues principales de Rouen.

Le 1^{er} septembre et les jours suivants, l'usine est toujours occupée.

A partir du 4, les travailleurs remettent les ateliers en route. Le papier est à nouveau fabriqué, sous contrôle des travailleurs.

En route vers de nouvelles aventures

Les travailleurs reprennent l'outil de travail et le font tourner pour eux, « Oh joie ! pourrait-on dire, on va vers l'autogestion ! ». Mais non, mais non, ce n'est qu'une stratégie de la C.G.T., qui n'a vraiment pas l'intention de voir durer cette situation ; c'est une façon de faire pression, pour aller vers une situation « normale » : la C.G.T. est d'ailleurs prête à négocier une autre solution, française, qui pourrait comporter des licenciements étalés. Et si la C.G.T., dans ce conflit, fait souvent appel à l'assemblée générale pour prendre certaines décisions, elle n'a pas l'intention d'aller vers une coopérative ou une solution autogérée. A cela le secrétaire C.G.T. disait « nous avons envisagé de faire une SCOOP, mais dans l'industrie lourde, c'est presque impossible, il est plus facile de faire des montres que du papier journal ». Réponse pas très satisfaisante puisque aux Etats-Unis, une usine sidérurgique fonctionne en coopérative. En démarrant les machines, les travailleurs ont démontré qu'ils pouvaient prendre l'usine en main, il leur reste maintenant à montrer qu'ils ne veulent pas rester des assistés (comme ne cesse de le répéter la C.G.T.) en gardant l'usine sous leur contrôle.

Jean-Pierre (Groupe de Rouen)

Clandestins : planquez-vous



« **H** ALTE à l'immigration sauvage », c'était le slogan des fascistes, aujourd'hui Mitterrand déclare « il faut renvoyer les immigrés clandestins chez-eux ».

Soi-disant, pour rassurer la frange de l'opinion française, raciste et xénophobe, grossie par la crise et qui ne cesse de s'accroître depuis les élections ; et plutôt que de faire prendre conscience à la population que la société évolue et qu'elle est maintenant, de par sa forme, multiraciale ; l'Etat socialiste s'en prend aux immigrés en montrant une « fermeté absolue ».

Avec des mesures telles que le renforcement et la multiplication des contrôles, en vue de détecter les étrangers en situation irrégulière, ou

la carte de séjour à deux vœux, qui permettra un fichage direct et des recherches systématiques dès que les trois mois seront écoulés, l'Etat fait de chaque immigré un suspect de clandestinité. Déjà que les individus au faciès maghrébin sont les plus soumis aux vérifications d'identité, les contrôles vont encore se multiplier et la tension va obligatoirement augmenter.

En offrant en pâture les clandestins, aux racistes de tous poils, pour préserver les travailleurs immigrés réguliers, l'Etat socialiste fait, à nouveau, un mauvais calcul - en fait il officialise le racisme. Jusqu'où ira-t-il ?

L'équipe de El Horia

M ERCRÉDI dernier, c'était annoncé dans la presse : des ouvriers de l'imprimerie Montsouris, syndiqués à la C.G.T. avaient « intercepté » un camion de l'imprimerie « Avenir graphique » et dispersé sur la chaussée les quelques 200 000 prospectus transportés.

Simple litige commercial avec une entreprise qui « ne respecte pas les règles légales et conventionnelles de la profession » ?

L'affaire est plus étendue et nécessiterait plus d'information pour que le quidam acheteur de quotidiens comprenne bien la chose. Notre intention n'est pas d'offrir au lecteur du *Monde libertaire* un dossier exhaustif sur les problèmes de l'imprimerie en France mais de donner quelques précisions importantes.

Sous Giscard c'était classé la France n'avait pas « vocation graphique », c'est-à-dire que le gouvernement ne faisait rien pour empêcher les fermetures d'entreprises et les licenciements... Avec la venue d'un gouvernement de gauche la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. espérait qu'il en serait autrement. Mais le changement dans l'industrie « sinistrée » qu'est l'imprimerie, on l'attend toujours...

On pourrait naïvement dire que ce n'est pas de la faute du gouvernement, que les patrons imprimeurs sont impitoyables ! Mais des exemples comme Ginioux montre que pouvoir socialiste et patronat sont souvent mêlés. Ginioux, propriétaire de l'imprimerie « L'Avenir graphiques » (aujourd'hui à Torcy, hier à Paris dans le 12^e) est proche du Parti socialiste. C'est lui qui a imprimé les affiches sur bleu horizon de la force tranquille. Il fait aussi des tra-

voux pour le S.N.I. et la F.E.N. Mais son penchant vers le socialisme ne l'amène pas jusqu'à tolérer la libre expression du syndicalisme.

Quand l'« Avenir graphique » était rue de Charenton toute élection syndicale était sabo-

le respect de la convention collective ou du code du travail, c'est autre chose ! Pourtant, cette entreprise a reçu beaucoup de sous du gouvernement, comme quoi socialisme à la française et lutte de classes sont deux mondes étrangers.

Le gouvernement Giscard-Barre voulait casser les grosses imprimeries où la C.G.T. était forte (Chaix, Victa-Michel, Lang etc.) le gouvernement actuel, « élu par les travailleurs » ne veut rien d'autre - pour d'autres raisons, bien sûr, mais pour les travailleurs le résultat est le même. Ce qui oblige la F.F.T.L.-C.G.T. sous la pression de sa base à tolérer des attaques contre le gouvernement.

La nouvelle politique graphique n'est pas pour demain, ce ne sont que fermetures d'entreprises et licenciements. Le rapport Lecat élaboré sous Giscard est toujours à l'ordre du jour sous Mitterrand. Mauroy a déclaré la semaine dernière que les licenciements il fallait bien les admettre pour sauver des entreprises. Fillioud a précisé la pensée du gouvernement et mis en garde le Livre-C.G.T. contre des actions que le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication désapprouve. Pourtant, à Montsouris comme à la Chapelle-Darblay, si on peut avoir des divergences sur les espérances nationales des revendications de la C.G.T., on ne peut être que solidaire de la lutte des travailleurs du Livre. Occupation d'une entreprise, actions contre un patron ne respectant pas les lois conventionnelles, tout cela fait partie de l'arsenal traditionnel du mouvement ouvrier et la C.F.D.T. semble l'oublier !

J.-P. GERMAIN

La C.G.T. et les ouvriers du livre

tée et quand un syndicat du Livre s'adressait au secteur entreprise du P.S., on déclarait que monsieur Ginioux était intouchable !

Maintenant si la représentation syndicale existe dans le « groupe Avenir-Graphique »,

PACIFISME
6-7 août,
rassemblement
du Larzac :
l'ambiguïté

SUR le plan de la participation, ce rassemblement a été un succès, en effet regrouper plus de 20 000 personnes, sans le concours de la gauche capitalo-étatique (la social-démocratie à l'épreuve du pouvoir), ce n'est pas mal en ces temps d'attentisme et d'apathie. On peut même dire que ce rassemblement fut plus social et moins folklo et bon enfant que les précédents sur le Causse, et que les débats et forums furent animés et appréciés.

Le ton général du discours de clôture est centré autour de la création d'un vaste mouve-

ment de masse (les politicards P.S.U., L.C.R. et Verts sont déjà dans les *starting-blocks*), non aligné qui devra peser sur le gouvernement afin d'imposer le « gel nucléaire ».

Quand on connaît le discours marxisto-ringard sur l'impérialisme U.S.A.-Occident, on a déjà donné dans le non-alignement, cf. la proposition trotskyste sur le conflit des Malouines, où le débordement du gouvernement argentin engendrait une puissance progressiste contre l'impérialisme de Thatcher. Si cela passe mal, on vous parlera des « Etats ouvriers dégénérés ».

Quand, pour ratisser large, on refuse de critiquer les nationalismes, les religions, voire les luttes de classe, qui sont les causes directes des conflits guerriers, on peut penser qu'au premier coup de canon, les masses magiques regroupées s'éparpillent comme des moineaux.

Bref, une ambiance générale de populisme à la petite semaine, où les cléricaux et les marxologues essayaient de tenir la dragée haute. Et pourtant, on sentait nettement dans une partie du public, autour des tables de presse, ou lors des forums, une volonté pacifiste réelle, liée à la désaliénation militariste d'abord.

Les collectifs d'objecteurs et d'insoumis, dont la coordination est assurée par le C.O.T

d'Albi ont fait une bonne animation antimilitariste sur le thème : « Pas un sou, pas une femme, pas un homme pour la guerre » et ils ont tapé juste.

Comment préparer la paix, dans un pays premier marchand d'armes (par tête d'habitant) au monde et dont le gouvernement a légiféré la militarisation de la jeunesse par le protocole Hernu-Savary. Citons leur texte : « La préparation de la guerre passe aussi par un renforcement de l'embrigadement de la population et de la militarisation du territoire. Est-il concevable de concevoir un mouvement anti-guerre efficace sans résister à cet embrigadement et à cette militarisation ».

Voilà le seul pacifisme possible, celui qui verra des hommes et des femmes farouchement attachés à leur vie au point d'en vivre les conséquences dans leur vécu au lieu d'implorer le Pape, ou d'essayer de se rapprocher du « Mouvement de la Paix » lié au P.C.F., donc à la politique extérieure du Kremlin.

Si cet automne, des campagnes pacifistes se développent, le rôle des militants libertaires sera d'une part de veiller à l'autonomie des comités locaux et d'ancrer dans les faits que pacifisme et antimilitarisme sont indissociables.

Alain Crapaud

46^e jour de grève
à l'A.E.F.T.I.

LES formateurs de l'A.E.F.T.I. (association chargée de la formation aux migrants, créée en 1971 par des militants C.G.T.) sont en grève depuis le 28 juin à propos d'un plan de restructuration appliqué sans consultation du C.E., ni des salariés et qui met en péril le maintien de l'outil de formation, la garantie du plein emploi et la qualité de la formation. Les grévistes dénoncent le type de fonctionnement de l'association qui accorde les pouvoirs à ses militants pour organiser et diriger l'outil de formation au mépris de la législation du travail et des opinions clairement exprimées par les salariés.

Ce plan de restructuration supprime tous les postes relevant de l'accueil, du suivi des stagiaires et de la pédagogie prétextant du déficit de l'A.E.F.T.I. alors qu'il autorise la création de postes de permanents politiques émanant de l'association et destinés à contrôler les salariés. Un de ces postes a été attribué au délégué syndical C.G.T.

Malgré des demandes de négociations émanant des grévistes en juillet, les dits responsables sont partis en vacances. Quelques jours avant la date

prévue pour le procès intenté à l'A.E.F.T.I. par la section C.F.D.T., la direction curieusement a demandé d'urgence l'ouverture de négociations.

Elle nous a concédé quelques « miettes » à la condition expresse que nous reprenions le travail. Ces miettes recitifiées en fait des points concernant l'accord d'entreprise signé par la seule C.G.T. sur lesquels la direction est en défaut sur le plan de la législation du travail et en retrait par rapport aux acquis antérieurs.

Le 6 septembre : ouverture de nouvelles négociations à la demande des grévistes ; la direction rejette toutes nos propositions. Bien plus, elle menace de reprendre ses « miettes » si le travail ne reprend pas.

Nous dénonçons les manœuvres de la direction et de son syndicat maison C.G.T. pour liquider la préformation et se débarrasser des salariés gênants.

Nous exigeons : l'ouverture de réelles négociations, l'annulation de l'accord d'entreprise, l'arrêt du plan de restructuration, la séparation de l'outil de formation et de l'association.

Pascale

C'EST DUR LA RENTRÉE !...

PLUS de 12 millions d'enfants ont repris le chemin de l'école. Plus d'un million de salariés sont employés par cette grande usine. Cette rentrée 1983 est marquée par l'austérité qui se traduira en surcharge d'effectif :

- en maternelle, plus 62 000 enfants dont 45 000 en liste d'attente,
- en primaire : la rentrée marquera un recul de la scolarisation rurale, le manque de personnel et de locaux scolaires.

La rentrée 1983 systématiser le recrutement de personnel sans formation hors école normale. Aucun poste créé en maternelle et primaire et ce ne seront pas les 500 postes offerts parcimonieusement par le ministère qui feront face à l'augmentation des effectifs en maternelle, aux départs en retraite, au remplacement des maîtres en congés, sans parler du recul de la formation continue.

- Dans les collèges : 1 200 postes créés pour affronter une montée démographique se traduisant par la venue en cette rentrée de plus de 61 000 élèves. La tendance enregistrée en 1982 de supprimer des milliers d'heures d'enseignement, notamment en éducation physique et sportive, musicale et d'art graphique se trouve renforcée. Les regroupements, les suppressions de cours de langue, les non-dédoublements seront de rigueur. Le budget 1984 ne prévoit aucune création de poste et ne couvrirait pas les 40 000 départs en retraite. Et ce ne sont pas les 1 200 postes alloués aux collèges qui permettront d'éviter le redéploiement entre académies.
- Dans les lycées, la situation n'est guère meilleure car à ce niveau la poussée démographique se fait également ressentir. Le passage quasi automatique en terminale et le redoublement d'élèves ayant échoué au bas imposeront une surcharge d'effectifs en terminale et en seconde.

« Les études dont nous disposons ne permettent de faire aucune corrélation entre le nombre d'élèves par classe et la réussite ou l'échec des élèves » Savary (*Liberation* du 8 septembre). Le ministre socialiste entérine la politique de ses prédécesseurs en oubliant évidemment les promesses de Mitterrand en la matière : 25 élèves par classe, encore une des 101 promesses non tenues ! Savary lors de son interview conclut qu'« il y a une priorité pour l'éducation nationale ». Tous les budgets sociaux du gouvernement sont marqués par l'austérité alors que dans le même temps l'armée a le privilège de bénéficier d'un plan pluri-annuel de dépenses (830 milliards sur cinq ans). C'est dès

la rentrée que les enseignants appuyés par les parents d'élèves doivent obtenir un collectif budgétaire pour permettre de faire face aux besoins afin d'éviter les bavures quasi générales dans certaines académies de la rentrée 1982. Ce n'est pas la voie choisie par la F.E.N., le S.N.I.P.E.G.C. se satisfaisant des 500 postes alloués l'an passé, le S.N.E.S. se refusant à une grève nationale et préférant les luttes par académie. Le gouvernement quant à lui a été clair, Mauroy s'adressant aux recteurs a tenu des propos musclés : « Le bon fonctionnement du service public de l'éducation n'est pas seulement une affaire de moyens. Il dépend avant tout de la mobilisation de tous les personnels de l'Education nationale, de la qualité de leur travail ». Donc si bavures il doit y avoir, elles ne seront pas de la responsabilité gouvernementale mais bien de celles des enseignants !

Les conditions de travail ne vont pas seulement souffrir de l'augmentation des effectifs mais également de la politique gouvernementale en matière de réforme et de laïcité. Le collège Legrand sera celui des bavures, des manques d'heures, et s'inscrit dans une finalité d'adaptation décentralisée à la crise de l'école. Dans un cadre d'austérité, une gestion autonome des établissements va à l'encontre même des intérêts des personnels et des usagers.

La dégradation des conditions de travail des maîtres auxiliaires sur lesquels le ministère tente de faire peser la responsabilité des bavures de l'an passé est maintenant une habitude ministérielle.

L'accord salarial n'accorde que 8% d'augmentation (l'inflation dépasse le taux de 10%), la main tendue de Savary au privé maintient le double système éducatif (la taxe patronale est toujours versée au privé au détriment des L.E.P.), le financement de l'Etat et des communes des écoles confessionnelles est toujours aussi important.

La rentrée 1983 devrait être celle du sursaut. Sans la mobilisation des personnels l'école ne changera pas. Une action nationale doit dépasser l'intégration, la subordination de l'action à la négociation perpétuelle, la délégation de pouvoir continue. Si les enseignants et les usagers de l'école ne veulent plus se satisfaire de la grisaille scolaire il leur revient à eux seuls de changer l'école.

Thyde



Compte rendu de la manifestation de soutien à Radio libertaire

La mobilisation réussie, samedi 3 septembre à l'appel de Radio-Libertaire est visiblement passée inaperçue aux yeux myopes des grands médias. Mais gageons que M. Fillioud n'est pour rien dans ce boycott parfaitement orchestré entre la radio et la télévision. Quant aux quotidiens, constatons une fois de plus le peu d'intérêt qu'ils ont accordé aux défenseurs d'une liberté fondamentale pour laquelle la presse écrite s'est durement battue il fut un temps : la liberté d'expression. Un combat qui semble malheureusement ne plus la concerner aujourd'hui.

COMMUNIQUE

Le Syndicat des correcteurs de Paris C.G.T. proteste avec énergie contre les saisies et les destructions de matériel de radiodiffusion opérées par la police ces dernières semaines ; le choix des dérogations accordées et les récentes interventions de la force publique démontrent qu'il ne peut s'agir de la résolution d'un problème technique mais de censure politique et sociale.

Le syndicat des correcteurs de Paris C.G.T. apporte sa solidarité à ceux qui continuent la lutte pour la libération des ondes et appelle à participer à la manifestation du samedi 3 septembre 1983, à 14 heures, place de la République à Paris, pour le droit des radios associatives de s'exprimer librement sur la bande F.M.

Syndicat
des correcteurs
C.G.T.

« LES bûcherons roses à l'assaut du chêne libertaire », c'était un dimanche à six heures du matin le 29 août 1983. En réponse à cet acte barbare des temps modernes, au vandalisme et à la saisie perpétuée contre nombre de radios parisiennes non dérogées, Radio-Libertaire appelait à manifester le 3 septembre.

Quatorze heures, place de la République, Paris : la voiture-son anime la place en chansons ; un flot épars mais continu d'auditeurs occupe progressivement le boulevard. Malgré un temps maussade et pluvieux, les cortèges des diverses organisations et radios libres grossissent.

Vers 15 h, la manifestation avance, occupant dans un premier temps la moitié du boulevard Magenta. En tête, une rangée de sympathisants coiffés d'un masque blanc, une croix sur la bouche, chacun porteur d'un dossard personnalisé par une lettre de Radio-Libertaire et précédant la banderole principale « Liberté d'expression ».

Derrière, le gros du cortège, celui de Radio-Libertaire et de ses quatre composantes : Radio-Libertaire Paris, organe radiophonique de la Fédération anarchiste, qui précède Radio-Liberté avec ses animateurs qui luttent pour les droits de l'homme, Radio-Esperanto marchant avec l'Union des travailleurs esperantistes libertaires et enfin Radio-Libertaria, expression de la section régionale française de la Confédération nationale du travail espagnole. Beaucoup d'auditeurs forment le plus important cortège, où règne une chaude ambiance, claquements de mains, reprise en chœur de la chanson « Le Temps des cerises » interprétée à l'harmonica par un musicien depuis la camionnette-sono ; de nombreux slogans sont scandés : « Non au radios-ric, oui aux radios libres », « Ni dieu ni maître sur la bande F.M. », « Radio-libertaire ne se taira pas », « Droit d'émission sans condamnation », « Pour tous, partout, liberté d'expression ».

Le boulevard Magenta est maintenant entièrement occupé par le flot des manifestants. Aux fenêtres, nombre de curieux voient défiler derrière les drapeaux noirs la Confédération nationale du travail française, la Libre Pensée, l'Union pacifiste de France, des sections de la Ligue des droits de l'homme, le comité de soutien des artistes à Radio-Libertaire dans lequel figurent nombre d'artistes de qualité, des plasticiens porteurs de panneaux d'expression finement réalisés, le Syndicat des correcteurs CGT et nombre d'occupants rénovateurs.

La deuxième voiture-son de Radio-Libertaire précède la deuxième partie de la manifestation qui regroupe les diverses radios locales exclues et dérogées.

Cette manifestation colorée et animée est alors commentée par téléphone en direct grâce à des auditeurs aux fenêtres du boulevard, sur Radio Ici-et-Maintenant. Radio dérogée, une des exceptions sur la bande F.M. qui relayera dès le départ toutes les informations et débats relatifs aux radios exclues. Ce duplex rétransmis sur la voiture-son aura su donner un caractère sérieux et animé à ce cortège.

Parmi le cortège des radios défille en tête Radio VO-KA (Voix Caraïbes) des séparatistes antillais venus nombreux soutenir leur station, les premiers se trouvant enchaînés et bâillonnés avec de petits

drapeaux tricolores, les seconds scandant : « Mitterrand, colonialiste ». Puis Carbone 14, la première radio saisie et entièrement saccagée par les « forces de l'ordre », des auditeurs de Radio Ici-et-Maintenant, Made in Italy (saisie), Amplitude F.F.I. (saisie), des auditeurs « exclus de Fréquence Gay » (dérogée sur la fréquence de Carbone 14), des auditeurs de Radio Gilda, Radio G., R.F.M. et Radio Aligre (dérogées). Suivent d'autres stations :

Radio Paris Ile-de-France (exclue), Radio Décibel, Action F.M. (dérogée), La Voix du Léopard (dérogée), Radio Vallée-de-la-Seine (dérogée) et La Voix du Cèdre (exclue). Signalons aussi quelques auditeurs de Radio Rivage Contact (dérogée, qui émet sur Bondy) et de Radio-Créteil et enfin la participation du directeur de N.R.J. (dérogée) qui, rappelons-le, s'est jusqu'à présent distingué et comporté dignement, affirmant ne pas rejoindre la fréquence de Radio-Libertaire tant que cette dernière émettra. Attitude qui relève de l'exception au regard du retournement de veste et du piétinement de la solidarité de certains stations dérogées.

Vers 16 h, à la surprise générale, les deux véhicules-sono de Radio-Libertaire se branchent sur 89,5 MHz diffusant ainsi, parmi les applaudissements et cris de joie, la réémission en direct de Radio-Libertaire.

La manifestation forte de ses cinq mille participants (*Libération* annonçant 2 500, *Le Matin de Paris* un millier !) s'arrête à la hauteur de la place du Château-Rouge face à un épais cordon de CRS (compagnie créée sous le gouvernement de Guy Mollet, socialiste).

Le discours final se devait de remercier la forte participation et le soutien des diverses organisations et radios, ainsi que le soutien international de centrales anarcho-syndicalistes et des fédérations anarchistes. Ainsi des groupes libertaires organisaient simultanément à Montréal (en fonction du décalage-horaire) une manifestation de soutien à Radio-Libertaire.

Malgré un éternel groupe de provocateurs, la manifestation se dispersa dans le calme après les prises de parole de Radio VO-KA et de Carbone 14.

On peut affirmer sans complexe que cette journée fut un succès, malgré l'absence de nombreux auditeurs de Radio-Libertaire, fait prouvé par la multitude de coups de téléphone reçus au moment même de la réémission (pendant la manifestation !).

Succès renforcé par la reprise des émissions et le nombre d'auditeurs qui, pétition en main, les feront circuler au sein de leur entreprise.

Terminons par ceux qui, de tout cœur avec nous, ne purent défiler : la Confédération de Force ouvrière, le Mouvement français pour le planning familial, le Syndicat des cheminots de Bobigny, Pantin, Noisy C.F.D.T., le Syndicat parisien des P.T.T.-C.F.D.T., les sections C.G.T. et F.O. de la Compagnie générale de développement de Paris, la section brestoise de la Ligue des droits de l'homme, la section du Finistère de la Libre-Pensée, les éditions Plasma et Néo, l'U.T.C.L., l'O.C.L. des Alpes du sud, le C.P.C.A., trois radios de Barcelone (Vénus, Farigola et La-veu-inpertinent) et les 86 artistes du comité de soutien à Radio-Libertaire...

Fédération anarchiste



Comment cinq mille personnes passent inaperçues aux yeux des médias !

photo Marcel Lannoy

COMMENT SOUTENIR RADIO-LIBERTAIRE

TOUT au long de ces deux années d'activités de Radio-Libertaire, lorsque la répression menaçait ou lorsque les caisses étaient vides, le soutien de nombreux auditeurs nous a toujours permis d'aller de l'avant, de faire de notre station un lieu de libre expression où l'éthique libertaire était toujours présente. Plus que jamais vous pouvez nous soutenir :

- En écrivant et en téléphonant à :
 - TDF : tél. : 657.11.15 ou 657.11.33 ;
 - Haute Autorité de la communication audiovisuelle : tél. : 501.58.88 ; adresse : 100, avenue Raymond-Poincaré, 75016 Paris ;
 - ministère de la Communication : à l'attention de M. le ministre G. Fillioud, 35, rue Saint-Dominique, 75007 Paris ;
 - M. P. Mauroy, Premier ministre : tél. : 556.80.00 ; adresse : 57, rue de Varenne, 75007 Paris.

- Vous pouvez aussi :
 - faire signer des pétitions de soutien à Radio-Libertaire ;
 - renvoyer vos cartes d'électeurs à Mauroy ;
 - faire intervenir vos associations et organisations syndicales ;
 - interpellier dans votre quartier les sections du PS et du PC.
 - Plus que jamais votre soutien financier est nécessaire :
 - pour vos dons, libellez vos chèques à l'ordre de DMC ;
 - des bons de soutien à 100, 500 et 1 000 F, des badges, des autocollants, T-shirts, etc., sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 905.34.08.
- Depuis lundi 6 septembre, Radio-Libertaire réémet sur sa fréquence 89,5 MHz, soutenez-la face à la censure exercée par le gouvernement.

DU CÔTÉ DU CHÉQUIER RADIO-LIBERTAIRE

A PRES la saisie de Radio libertaire un bilan financier s'impose car seules des caisses saines ont permis et permettront de poursuivre le combat et de tenir tête aux censeurs.

Le passage dimanche 28 août de la P.J. et de ses techniciens dans les locaux de Radio libertaire a laissé quelques traces douloureuses à effacer. Différents appareils furent « empruntés » : table de mixage, égalizer, foudet d'antenne et modulateur (saisi le 28 août, il ne fut payé que le 7 septembre, prix :

10 081F). En plus des animateurs bousculés, les larbins de l'Etat se sont défoulés sur le matériel : porte défoncée, récepteurs téléphoniques émiétés, câble sectionné, antenne sciée.

Il nous a fallu en dix jours cicatrizer ces plaies et rééquiper un studio. Petit à petit la note s'est allongée : une table de mixage + un égalizer + différents appareils = 7 185 F ; une antenne quatre dipôles + un coupleur + cinquante mètres de câble = 10 523 F ; installation de l'antenne =

1 794 F ; réparation des téléphones = 900 F ; remplacement de la porte = 12 145 F ; soit au total 32 547 F. C'était le minimum pour que la voix sans maître réapparaisse sur la bande F.M. Pour qu'elle puisse s'y maintenir et évoluer, un soutien financier dans ces moments difficiles est plus que déterminant pour l'issue du combat mené. Ils ont saisi Radio libertaire, mais ils n'ont pas réussi à la tuer. Déjà elle réémet et elle n'est pas décidée à se taire.

LIBERTÉ



Photo Marcel Lannoy

DE NOUVEAUX SOUTIENS INTERNATIONAUX POUR RADIO-LIBERTAIRE

COMME annoncé dans le numéro spécial consacré à Radio libertaire, le soutien de nos compagnons anarchistes à l'étranger est important.

Samedi 3 septembre, les protestations internationales s'élevaient une fois de plus et se concrétisaient dans quatre manifestations simultanées devant les ambassades de France. Si nous n'avons pas encore tous les détails concernant ces actions, relevons le travail considérable entrepris par nos compagnons scandinaves. Oslo, Stockholm et Copenhague ont été les lieux pri-

vilégiés de leurs différentes interventions.

Gageons que ces manifestations, de portées diverses, n'ont été que très modestement appréciées par M. Fillioud. Il a dû s'enfoncer encore un peu plus dans son fauteuil ministériel lorsque la nouvelle d'une quatrième action, à Québec cette fois, lui a été annoncée. Le début de la semaine n'a pas du être tout rose non plus avec des informations en provenance d'Allemagne où l'agitation pour Radio libertaire est entretenue par la F.A.U. Lettres et télégrammes de protestation se sont succédés de

même que les tracts et les communiqués de presse. A Berlin, se tenait la fameuse foire internationale et T.D.F. y allait pour vendre sa technologie, qui sera vraiment surpris si T.D.F. entend parler de Radio libertaire à Berlin ?

En Belgique aussi, l'agitation est assurée par les groupes anarchistes de Bruxelles, Liège, Namur et Arlon. Le travail se fait en commun en direction de l'ambassade de France où une délégation ira protester et manifester son soutien à Radio libertaire.

Relations internationales

NOUVELLE PROGRAMMATION DE RADIO-LIBERTAIRE

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
<ul style="list-style-type: none"> • 6 h à 10 h : Infos et musique. • 10 h à 12 h : Pierre qui roule : de la poésie, avec des invités. • 12 h à 16 h : Micro-musique : de la musique classique, rétro, rock. • 16 h à 18 h : Le Fou parle invité : les animateurs de la revue Le Fou parlent à leur tour. • 18 h à 19 h : Notes de lecture : par Maurice Joyeux. • 19 h à 22 h : Radio-Libertaria propose : La tinta negra de la historia... l'Encre noire de l'histoire, l'histoire de la révolution espagnole, des informations, des chansons en espagnol. • 22 h à 24 h : Grand Angle : le magazine parlé du cinéma, de la photo, de la vidéo. 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 h à 10 h : Infos et musique. • 10 h à 12 h : La Mémoire sociale : les anarchistes revoient la mémoire et en parlent ! • 12 h à 15 h : Je veux aller sur la rive d'en face : pour tout savoir sur les arts plastiques. • 15 h à 18 h : Le magazine pour rire : (en direct de chez Georges), chanson francophone, café, théâtre, etc. • 18 h à 19 h : Tam Tam : les dernières nouvelles du front antimilitariste. • 19 h à 20 h : Allo man boba : émission « médicale ». • 20 h à 22 h : Les bureaucrates se ramassent à la pelle ! : petites et grandes nouvelles des pays socialistes. • 22 h à 24 h : Contre l'enfermement : émission à destination des prisons. 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 h à 10 h : Infos et musique. • 10 h à 12 h : Le bal des affreux : on croit tout connaître sur la chanson en France. Avec un collaborateur de la revue Paroles et musique. • 12 h à 14 h : Tout sur la B.D. : Pour ceux qui veulent tout savoir sur les derniers albums parus. • 14 h à 15 h : Radio-Esperanto. • 15 h à 18 h : A bâtons rompus... • 18 h à 20 h : Les raisons de la colère. • 20 h à 22 h : L'invité quotidien. • 22 h à 24 h : Cérémonie 1984 : émission sur les médias. 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 h à 10 h : Infos et musique. • 10 h à 14 h : C'est la lutte finale : chronique des temps révolus... tionnaires. • 14 h à 16 h : Voulez-vous B.D. avec moi ? avec Gudule de la rédaction de Fluide glacial. • 16 h à 18 h : La vie d'artiste. • 18 h à 19 h : Si vis pacem : Magazine de l'Union pacifiste de France. • 19 h à 20 h : Chroniques syndicales : animée par des anarcho-syndicalistes. • 20 h à 22 h : L'invité quotidien. • 22 h à 24 h : Sans frontières : musiques et cultures du monde. 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 h à 10 h : Infos et musique. • 10 h à 12 h : La bourse et la vie : la bourse et la vie... des consommateurs ! • 12 h à 14 h : Notes de lecture : par Michel Ragon. • 14 h à 16 h : Les magazines théâtre : pour tout savoir sur le théâtre. • 16 h à 18 h : ... Et pour(r)é. • 18 à 19 h : Le front des radios libres : petites et grandes nouvelles de la bande F.M. • 19 h à 20 h : Radio-Esperanto. • 20 h à 22 h : L'invité quotidien. • 22 h à 24 h : Contacts. 	<ul style="list-style-type: none"> • 9 h à 12 h : Croissant show : matinée de musique autour d'un thème, d'un invité. • 12 h à 14 h : Chroniques syndicales. • 14 h à 18 h : Radio-Libertaria (animée par la C.N.T.E.) : chroniques, magazine, reportages sur l'Amérique du Sud et l'Espagne. • 18 h à 20 h 30 : Prisons. • 20 h 30 à 22 h : Ukamau : rubrique sur les Indiens d'Amérique et sur leurs luttes. • 22 h à 24 h : Ut queant laxis. 	<ul style="list-style-type: none"> • 9 h à 10 h : La grâce matinée. • 10 h à 13 h : Ici Dieu à vous Paris : Le magazine anticlérical, avec la Libre Pensée. • 13 h à 14 h : Sieste : avec Hyperman, feuilleton. • 14 h à 17 h : Sous les manguiers : en direct des Antilles et d'Haïti, enfin presque. • 17 h à 20 h : Jazz en liberté. • 20 h à 24 h : Trisomie 21.

Le dernier numéro de la revue *A Ideia* est consacré à l'organisation anarchiste. A cette occasion, nous publions une correspondance de nos compagnons portugais qui retrace leur histoire et leur évolution vers des concepts qui ne sont pas forcément les nôtres. Rappelons que leur catalogue 83, comprend outre les numéros de la revue, un certain nombre de livres sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme au Portugal.

PORTUGAL

a ideia

TRIMESTRAL DEZEMBRO 1982 100500 N.º DUPLO N.º 26 - 27

Arrivés au numéro 30 de notre revue *A Ideia*, avec presque dix ans d'existence, voici quel a été l'itinéraire de notre groupe libertaire portugais, et les grandes lignes de nos projets d'avenir.

Le groupe à l'origine de *A Ideia* s'est constitué en exil, en France un peu avant la chute de la dictature, en 1974. Le numéro 1 est paru dans les premiers jours de Mai 74 et son éditorial parle déjà de la libération. En fait, ce numéro de lancement était pratiquement prêt, à l'imprimerie ; il a suffi d'ajouter l'éditorial.

Cela a fait de lui, évidemment, la première publication anarchiste survenue après le fascisme, et l'une des premières de toutes les publications anti-fascistes.

Dans les années suivantes et dans les conditions confuses du « processus révolutionnaire » portugais, notre groupe a porté son effort surtout sur les tâches organisationnelles, en essayant de mettre debout une fédération anarchiste avec un minimum de structuration. Rappelons qu'à

cette époque, on ne pouvait pas prévoir si notre avenir serait fait d'une démocratie bourgeoise plus ou moins libérale, un genre de « Cuba européen », ou alors d'une réaction fascisante très dure. D'autre part, en Espagne le post-franquisme commençait, avec son lot d'interrogations. Tout cela nous mit en garde contre le futur, et peut-être nous a placé sur une position trop défensive.

Quoi qu'il en ait été, nos efforts ont été vains, puisque les organisations créées ont disparu quelques années après, à cause de désaccords et mécontentements diverses. C'est ainsi que, à partir de 77-78, tout en maintenant de bonnes relations avec d'autres groupes libertaires, notamment les éditeurs de *A Batalha* et *Voz Anarquista*, nous nous sommes préoccupés davantage de notre propre projet éditorial et culturel. C'est alors que nous avons fondé notre coopérative d'éditions et avons commencé à prêter plus d'attention aux initiatives culturelles et de propagande (débat,

festivals, expositions, etc.) qu'aux organisations formelles.

Entretemps, notre discours idéologique a évolué : nous sommes peu à peu passés de positions d'optimisme révolutionnaire à d'autres plus modérées, plus humanisées et plus individualistes aussi.

Disons que, petit à petit, nous avons avancé vers de nouvelles conceptions théoriques : l'examen d'un nouveau type de domination sociale plus aliénante qu'oppressive ; la fin de la croyance dans le mouvement ouvrier comme alternative presque exclusive à la société actuelle ; l'identification progressive de la nouvelle classe dirigeante technobureaucratique ; l'existence embryonnaire au Portugal, de nouveaux mouvements sociaux la contestant ; la critique du concept traditionnel de révolution qui se termine toujours par un régime autoritaire ; une valorisation relative de la démocratie (en reconnaissant les espaces de liberté réelle qu'elle permet) ; et, enfin, le choix d'une stratégie d'action non-violente, tant pour des raisons morales que d'efficacité politique.

Dix ans après, notre revue *A Ideia* a réussi à rompre le ghetto où s'étaient enfermés les anarchistes, en conquérant de nouvelles zones de pénétration et d'influence, notamment parmi la jeunesse et les milieux intellectuels. Pour ce faire, une certaine rupture avec le dogmatisme du langage a été déterminante (c'est normal dans les mouvements qui ont une longue histoire), le fait de s'ouvrir à des problèmes actuels et de chercher des collaborateurs sympathisants, et enfin l'amélioration de notre qualité d'impression et de graphisme.

Du côté de l'édition, nous avons publié six livres et deux brochures, presque exclusivement sur l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste au Portugal. Dorénavant, on

s'attaquera à de nouveaux sujets, qui nous tiennent à cœur : éducation, écologie, autogestion, non-violence, etc.

Le troisième secteur de notre activité est encore embryonnaire, faute d'un local public approprié. Il s'agit du Cercle d'Etudes Neno Vasco (nom d'un ancien militant anarchiste), dont la vocation est de développer des activités culturelles publiques (débat, etc.) et d'études, disposant déjà d'un très important fonds de documentation actuelle.

A moyen terme, et avec l'aide d'autres camarades anarchistes, nous avons le projet de réaliser une initiative de caractère international pour marquer « un siècle d'anarchisme au Portugal ». Ce sera vers 1987 et nous espérons pouvoir accueillir ici les libertaires français, aussi bien que des autres pays, dans une journée de rencontre, de fête et de réflexion, tournée vers l'avenir : l'an 2 000 est déjà proche !
A Ideia, Revista de Cultura e pensamento anarquista

JAPON

L'anarcho syndicalisme se stabilise

Malgré une répression de plus en plus vive due à l'organisation para-militaire de la police de la sécurité, le mouvement anarcho-syndicaliste au Japon ne cesse de se développer. C'est ainsi que lors d'une grève de soutien à quelques compagnons à Saitama, près de Tokyo, des employés relevant du ministère de la Santé ont violemment attaqué les forces de l'ordre. De nombreuses arrestations eurent lieu et la police perquisitionna l'appartement d'un militant très actif, saisit le fichier et saccagea tout. A la suite de cet « incident », des sympathisants reçurent des menaces de mort. Mais la lutte continue.

Outre la publication de brochures, l'organisation anarcho-syndicaliste japonaise fait paraître mensuellement un journal *Rentai* (Solidarité). Le premier numéro en mars 1981 contenait un article complet sur le plenum de l'A.I.T. de décembre 1980 ainsi que la traduction du « Manifeste à tous les travailleurs ».

Dans chaque numéro, un appel est lancé pour venir renfor-

cer le mouvement ouvrier renais- sant. Des articles dénoncent la collaboration des classes pratiquée par les autres syndicats qui refusent l'action directe. Les anarchosyndicalistes japonais s'efforcent aussi de créer une solidarité effective entre les ouvriers d'Asie et d'Océanie pour mieux lutter contre l'exploitation capitaliste japonaise. Ils jouissent de bons contacts avec les ouvriers d'Amérique latine à laquelle s'attaquent les firmes japonaises. C'est ainsi qu'ils ont soutenu la grève des ouvriers mexicains dans l'usine automobile Nissan.

Le mouvement anarchosyndicaliste japonais est d'une grande importance dans la zone de l'Océan Pacifique puisque, par son action solidaire avec les ouvriers des pays asiatiques ou sud-américains, il peut ralentir l'expansion capitaliste japonaise et peut-être créer de nouveaux mouvements dans ces mêmes pays.

(traduit de « Trafik »)

URSS

Les dissidents dont on ne parle pas

S l'existence et la situation des célèbres dissidents au régime soviétique sont bien connues dans nos démocraties occidentales, celles des autres opposants l'est beaucoup moins. C'est ainsi qu'il existe à Moscou un mouvement de jeunes hippies.

Le mouvement

Inspirés par le mouvement hippy américain des années 70, ces jeunes en ont adapté la tenue vestimentaire et le style de vie. La plupart avouent une grande sympathie pour les idées libertaires et beaucoup connaissent les théoriciens de l'anarchisme. Bien qu'inorganisés, ils arrivent à communiquer entre eux et à se retrouver, formant beaucoup plus une famille idéologique qu'un véritable groupe constitué. L'usage des drogues dures est courant parmi ces jeunes qui s'estiment eux-mêmes entre 150 et 500 à Moscou et sa banlieue.

Les luttes

Refus de l'armée — Les garçons refusent systématiquement d'accomplir leur Service national. Ils sont soit réformés (pour toxicomanie, tentatives de suicide, démençe, associabilité) et connaissent alors le cycle infernal de la prison et des hôpitaux psychiatriques, soit insoumis totaux et doivent alors voyager constamment, étant recherchés par la milice et l'armée.

Refus du système — En U.R.S.S. chaque citoyen possède un passeport qui lui « permet » de voyager à l'intérieur du pays (à condition de le faire viser) et sur lequel sont consignés son état civil et militaire, ses lieux de résidence et emplois successifs avec appréciations de ses chefs, et éventuellement ses tendances à l'alcoolisme, à la toxicomanie, à la violence, à la négligence dans son travail, et toutes autres « tares » antisociales. Les drogués, les insoumis, les réformés sont donc systématiquement fichés et il leur est impossible d'obtenir un logement et un travail suffisamment payé, toutes choses pour lesquelles la production dudit passeport aux autorités est obligatoire.

Fête du 1^{er} juin — Tous les ans, au 1^{er} juin, une fête réunit dans les environs de Moscou tout ce que la région compte de marginaux. Ce grand camping pacifiste, appelé « Fête des enfants », est l'occasion pour eux de se retrouver et de proclamer ouvertement leur existence. Tous les ans cette fête est réprimée avec force par la milice qui, cette année, a fiché tous les participants après un séjour en prison.

Les communautés — Parfois des communautés se créent, basées sur le partage et l'autogestion, et disparaissent après un coup de force de la milice. Condamnés à la marginalité, ses membres voyagent sans cesse et trouvent refuge chez des amis, dans des immeubles inoccupés, voire dans des squares et des jardins publics.

Quel avenir

Pour ces hippies et pour les divers opposants, aucun espoir d'amélioration de la vie en URSS n'est envisageable. Désespérés devant la passivité générale d'une population qui subit la dictature depuis 60 ans, beaucoup de jeunes s'embrassent dans les drogues dures, préférant brûler leur vie jusqu'à 25 ou 30 ans plutôt que de supporter pendant 50 ou 60 ans une dictature qu'eux-mêmes taxent de « fasciste ». Dans cette lente autodestruction dont ils sont conscients, ils rejoignent nombre de Russes qui, une fois leur journée de travail accomplie, se pressent dans les magasins de vente d'alcool pour acheter la bouteille de vodka qui seule peut leur permettre de supporter leur soumission.





LE TCHAD ET NOUS

VOICI la France une fois de plus impliquée dans un conflit armé au Tchad. Il importe d'analyser la manière dont cela s'est organisé.

Un fait remarquable est le temps qui s'est déroulé avant l'envoi de matériel et de militaires sur place. En effet, durant tout le temps pendant lequel Hissène Habré lançait des appels pressants à l'égard de la France, on a vu la droite piaffer d'impatience : le devoir de la France était d'« honorer les accords de coopération » afin de « garder la confiance des Etats de l'Afrique francophone » (1). On a pu voir aussi des avions libyens bombardier Faya-Largeau et le gouvernement libyen démentir toute incursion de sa part en territoire tchadien. Pendant ce temps, la non-intervention de la France tendait à prouver sa volonté de ne pas envenimer un conflit, cela permettait aussi à un gouvernement de gauche d'éviter l'accusation assez gênante de néo-colonialisme. Mais finalement, la pression de la droite et la criminelle mauvaise foi de Kadhafi ont pesé de manière déterminante en faveur de cette intervention. Mitterrand a beau jeu de s'être ainsi allié la droite tout en préservant ce qui reste de son image de marque humaniste (2) et de pouvoir organiser du même coup une démonstration de l'efficacité des armements français : quoi de mieux pour améliorer les ventes ?

Autre fait à remarquer à l'occasion de ce conflit, c'est la gêne du P.C.F. La tendance naturelle de celui-ci serait de prendre la défense de la Libye, qui est armée essentiellement par l'U.R.S.S. (3), mais sa participation au gouvernement socialiste l'empêche de soutenir cette position. Evitant même de parler de néo-colonialisme (4), le P.C.F. cherche donc une voie intermédiaire, déclarant que « l'intérêt de la France est de ne pas mettre le bras dans un engrenage d'interventions » (5) : remarquable petite phrase qui, par sa forme négative, laisse entendre qu'une intervention est compréhensible si elle ne suscite pas un engrenage, comme si cela était possible. Il faudrait d'ailleurs rappeler au P.C.F. que l'engrenage d'interventions soviétiques en Afghanistan lui avait paru tout à fait normal puisque dans le cadre d'un contrat de coopération militaire, ce qui est aussi le cas de l'intervention française au Tchad. Rappelons aussi au P.S. qu'il s'est indigné de l'intervention soviétique en Afghanistan... Qu'y a-t-il de moral dans les raisons qui mènent à la guerre ?

Ce qui nous semble évident, c'est qu'il y a des milliers de Tchadiens qui meurent parce que quelques-uns luttent pour le pouvoir. Cela n'est pas moral : c'est pourri ! Pourquoi donc intervenir dans cette histoire si ce n'est pas pour des raisons toutes aussi basses ?

Le Furet

(1) Dixit Debré.

(2) Ne nous a-t-on pas expliqué en long et en large qu'il s'agissait d'intervenir pour la paix ?

(3) Et jadis par Giscard : armer deux ennemis, ça rapporte...

(4) Ce que fait pourtant l'U.R.S.S.

(5) Cité dans Le Monde du 12 août 1983.

L'Etat tchadien est une fiction dévastatrice

S'IL en était encore besoin, le consensus unanime des partis politiques de droite comme de gauche (mis à part quelques timides et gentilles grimaces du PC) autour de la ligne suivie par le gouvernement prouve aisément que, derrière tous leurs discours et toutes leurs belles promesses, les partis politiques ont tous le même dessein : se trouver à la tête de l'Etat pour maintenir les privilèges et les intérêts capitalistes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Le P.S., ainsi que le P.C., ont rapidement oublié leurs années d'opposition à l'interventionnisme français en Afrique pour mener jusqu'au bout la logique du pouvoir.

Face au problème posé par le Tchad, ancienne colonie gauloise, le gouvernement de gauche n'a pas trouvé d'autre solution que le langage de la canonnière. Pourtant la France est la principale responsable des guerres interminables qui ravagent ce territoire. Le Tchad, qui n'a aucune existence historique, sociale ou culturelle, est un pur produit de l'imagination coloniale. Comme ce fut le cas pour la plupart des Etats africains, le colonisateur (ici la France) marqua sur une carte les frontières des Etats ainsi constitués. Sans tenir aucun compte des réalités ethniques, tribales et culturelles, l'Etat fictif tchadien fut créé.

Le Tchad, vaste territoire, deux fois et demie comme la France pour seulement quatre millions d'habitants, est réparti en deux zones d'influence. Au nord, pays désertique et montagneux, se trouvent des tribus de pasteurs nomades islamiques ; au sud, pays formé de plateaux, vivent des tribus d'agriculteurs sédentaires animistes ou chrétiens. De longue date, des guerres entre ces deux zones réglaient leurs rapports. Ces rivalités servirent à la France pour imposer son autorité. Elle alimenta ces oppositions en privilégiant ses relations avec le sud.

Quand elle accorda l'indépendance au Tchad, elle laissa en place les structures administratives. Comme organisation politique elle imposa l'Etat (système centralisateur, autoritaire et uniforme), alors que dans cette contrée vivaient de nombreuses réalités tribales. La population continue à subir cruellement les conséquences de cette obstination absurde et cette cupidité insatiable des colonisateurs.

Soucieuse de sauvegarder les intérêts économiques des capitalistes français, elle plaça aux commandes de cet Etat fictif des hommes du sud. Ceux-ci voulurent affermir leur pouvoir dans la zone nord. La riposte à de telles velléités fut la rébellion. Depuis plus d'une quinzaine d'années, le pays est jalonné de guerres entre chefs d'ethnies, de tribus, et de zones différentes ou parfois proches. Actuellement la guerre qui oppose Hissène

Habré et Goukouni Oueddei oppose deux hommes du nord. Kamougué, le dirigeant le plus puissant du sud, demeure pour l'instant l'allié de Goukouni.

Un point commun caractérise tous ces hommes : cette soif du pouvoir qui n'a de limite que la volonté d'émancipation des exploités.

Plusieurs gouvernements de composition sudiste, nordiste, d'union nationale ont alterné. Bien que tous les chefs des onze tendances présentes au Tchad se disent partisans de l'unité nationale, de la défense de la patrie, la véracité de ces mots ne peut se traduire que par la domination d'une ethnie sur les autres.

Nonobstant, ces guerres ethniques ou tribales ne doivent pas nous cacher la situation économique. Le Tchad est un des pays les plus pauvres du monde. Pourtant, les sociétés françaises présentes là-bas (Cotontchad, Sonasut...) réalisent de copieux chiffres d'affaires. L'exploitation abjecte d'une main-d'œuvre peu onéreuse, l'expropriation des pays, l'exonération des droits de douane sont autant d'atouts pour une bonne rentabilité. A côté des pauvres travailleurs, des misérables paysans, subsiste une couche de privilégiés, de notables, de fonctionnaires, de militaires qui les oppriment et s'enrichissent sur leur dénuement.

L'ingérence militaire française s'inspire parfaitement des mêmes objectifs que les précédentes interventions. Ce n'est pas un sentiment de paix, car depuis quand les militaires sont-ils drapés de plumes de colombes blanches ? — qui a dicté la position du gouvernement. L'armée, toutes nationalités confondues, ne sert qu'à opprimer des peuples. C'est l'inquiétude permanente de préserver les intérêts financiers des sociétés françaises. Les soldats de l'hexagone sont présents sur le terrain tchadien, et prêts à tuer, afin de maintenir une certaine stabilité nécessaire à la bonne marche des exploitations de coton, d'arachide et des investissements de capitaux sur les richesses minières (pétrole, uranium).

Le gouvernement a tenu, par la même occasion, à réaffirmer qu'il était le seul gendarme dans sa zone d'influence et que les Etats africains francophones n'ont pas de mauvais sang à se faire aussi longtemps que les hommes au pouvoir serviront loyalement les capitaux français.

Le gouvernement métropolitain n'a sûrement pas l'intention de faire la guerre à la Libye. Si sur le plan politique les rapports sont très tendus entre les deux Etats, sur les plans économique et militaire ils sont excellents. Il ne va tout de même pas gâcher de si bons revenus ! Kadhafi lui non plus ne doit pas avoir envie d'affronter militairement celui qui est son deuxième fournisseur d'armes.

L'immixtion des forces armées de Kadhafi au Tchad ne relève pas d'une d'une volonté d'an-

nexion, car même s'il le souhaitait la Libye ne possède pas le dispositif militaire, logistique et administratif nécessaire à l'occupation d'une si vaste étendue géographique. L'avenir de la Libye, dont les frontières sont mises en péril par le Soudan et l'Egypte, est presque directement lié à l'équilibre tchadien. Dans ces conditions, Kadhafi ne peut accepter que le Tchad tombe entre les mains d'un Hissène Habré, pro-américain, et serve aussi de base américaine.

Le soutien à Goukouni s'explique également par l'ambition de Kadhafi d'unir tous les Etats arabes et d'exporter sa révolution socialisme-islamique dont il serait le prophète. Même si celui-ci n'est pas le serviteur de l'U.R.S.S., sa politique arrange bien les prétentions impérialistes soviétiques.

Kadhafi, le marxiste-islamique, est la cause d'une véritable (ou fausse) psychose chez les culottes de la Maison blanche. Le cow-boy aux longues dents aurait sans doute bien apprécié si, grâce aux pressions psychologiques des Etats-Unis, le gouvernement français était entré en conflit armé avec la Libye. Dans cette affaire, l'Amérique a cherché à afficher sa rapidité d'intervention et à se placer comme un éventuel meilleur gendarme que la France. Elle, qui jusqu'à présent était absente de cette partie de l'Afrique, tente de s'y implanter.

Aucune solution armée, aucun Etat ne peuvent apporter la paix dans ce coin d'Afrique.

Les colons français avaient sans doute cru que la création d'un Etat dans cette région serait assez puissante pour imposer une culture nationale, un sentiment patriotique. Ce calcul était idiot et criminel. L'Etat français ne doit son existence qu'à des siècles de guerres contre les initiatives communales, les initiatives individuelles, les associations libres des métiers. Elles succombèrent sous le joug de cette organisation politique autoritaire, centralisatrice et uniforme à la suite de longues luttes. Comment pouvoir imaginer que la seule mise en place d'une structure étatique pouvait en quelques années annihilé de profondes réalités tribales ? Seules de violentes dictatures militaires, comme c'est le cas dans presque tous les Etats africains, peuvent conserver l'Etat.

Il n'y a donc pas d'autre alternative pour les peuples du Tchad : soit une féroce dictature militaire qui entretiendrait l'Etat, ainsi les intérêts capitalistes seraient sauvés ; soit la destruction de l'Etat tchadien remplacé par le principe du droit à la différence et à l'autonomie de chaque ethnie, avec la possibilité pour chacune d'entre elles de se fédérer librement si les conditions économiques l'exigent et, de plus, l'abolition de toutes formes d'exploitation par une couche de privilégiés.

Liaison F.A. de Tournon

Nouvelle-Calédonie

Vers un nouveau marché de dupes

UNE « table ronde » sur un futur statut de la Nouvelle-Calédonie s'est déroulée du 8 au 13 juillet à Nainville-les-Roches, près de Paris. Cette conférence organisée par le secrétaire d'Etat aux D.O.M.-T.O.M., Georges Lemoine, et annoncée dès la fin mai (voir M.L. des 26 mai et 2 juin), a réuni des membres modérés (Union calédonienne) du Front indépendantiste, des intégristes de la souveraineté française sur ce territoire (R.P.C.R., proche du R.P.R.), la F.N.S.C., giscardienne et modérée, ainsi que des chefs coutumiers kanaks.

Après les violences verbales et physiques qui caractérisaient les rapports entre communautés kanake et caldoche en Nouvelle-Calédonie, cette conférence a marqué des rapprochements notoires entre les différents représentants : le R.P.C.R. renonce au thème de la départementalisation (conversion du T.O.M. en D.O.M., consacrant ainsi pour longtemps l'appartenance du territoire à la France) et accepte la perspective d'un statut d'autonomie interne, tandis que les indépendantistes se sont rapprochés des propositions gouvernementales en faveur d'un glissement progressif et contrôlé vers l'autodétermination n'excluant aucune des nombreuses ethnies qui vivent en Nouvelle-Calédonie.

Un « acte final » a été rédigé qui reconnaît, sur le papier, les droits et la dignité de la communauté kanake.

La Nouvelle-Calédonie s'achemine donc vers l'autodétermination et un statut d'autonomie interne qui pourrait être une dernière étape avant l'indépendance effective. Mais par-delà les formules séduisantes, restons attentifs au contenu réel des projets gouvernementaux.

L'Etat a sa propre conception de la décolonisation : celle-ci est généralement assortie de précautions et d'accords visant à s'assurer une dépendance ultérieure plus feutrée de ses anciennes possessions au point de vue économique (assistance ou relations préférentielles), politique (étatisation), militaire (stationnement ou intervention de troupes). Une décolonisation qui, en somme, ne met pas en danger les intérêts économique-stratégiques de l'ex-colonisateur et dans laquelle l'Etat français est passé maître.

Nous ne serons donc pas naïfs et aveugles sur ces « réformes institutionnelles » qui prévoient des structures politico-administratives directement inspirées, « exportées », par l'Etat français, totalement étrangères à l'histoire et à la culture mélanésienne et qui maintiendraient les clientèles politiciennes présentes et à venir dans leur dénomination.

Gageons que durant cette conférence, il était plus question d'« indépendance nationale » et de succession politique que de véritable émancipation des individus : que penser de ces indépendantistes réclamant, sans perdre un instant, un hymne et un drapeau propres à la Nouvelle-Calédonie ?

Le droit à l'existence dans la dignité pour la communauté kanake ne s'inscrit vraiment dans les faits qu'avec une refonte totale de l'organisation sociale et économique de la Nouvelle-Calédonie, excluant l'exploitation, le salariat et l'autorité, et par l'égalité économique et le fédéralisme mutualiste entre communes, groupes de producteurs et différentes ethnies.

Les lois n'ont jamais aboli la domination et l'exploitation. On ne construit pas une société nouvelle en singeant le vieux monde, et ceci est valable en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs.

B.R.

Conférence de Caracas

L'AMÉRIQUE LATINE AU BORD DU GOUFFRE

LE 5 septembre s'ouvrait à Caracas (Vénézuëla), à l'initiative de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains), une conférence sur l'endettement des pays latino-américains : 330 milliards de dollars, soit près de la moitié de la dette globale du Tiers-Monde.

Cette conférence prit immédiatement un mauvais départ puisque les pays les plus endettés (Mexique 85 milliards de dollars ; Brésil 90 ; Argentine 40 ; Chili 22) annonçaient qu'ils n'y participeraient pas à un haut niveau en réaction au manque de représentativité de la délégation des Etats-Unis, hypothéquant d'office le caractère décisionnel de la réunion. Les Etats-Unis en ont peut-être été soulagés car ils craignent que l'O.E.A. ne se transforme en un véritable cartel, un « front de refus » à partir duquel tous les scénarios-catastrophes sont permis : moratoire des dettes (suspension des remboursements), déstabilisation financière internationale, répercus-

sions mondiales, etc. Les exportations ne suffisent pas à couvrir les intérêts des dettes et, quoique le Mexique et le Vénézuëla possèdent l'atout du pétrole, la baisse du prix du baril de celui-ci n'est pas compensée par les faibles augmentations de production liées à l'amoinissement de la demande ou aux nouveaux quotas imposés par la conférence de Londres de l'O.P.E.P. en mars dernier (le Vénézuëla avait obtenu un quota de production de 1,6 millions de barils par jour contre 1,5 auparavant).

Un rééchelonnage des dettes ne ferait que déplacer temporairement le problème, et une constatation globale s'impose : les peuples latino-américains payent

lourdement le tribut d'un capitalisme ultra-libéral, inspiré entre autres par Milton Friedman et l'école de Chicago, capitalisme qui aspire les prêts massifs des consortiums de banques internationales ; ces capitaux, fruits d'une accumulation intensive, produisent la fièvre d'une croissance fulgurante et éphémère, le temps d'enrichir les oligarchies militaro-financières au pouvoir. Ensuite, c'est la récession, les emprunts à rembourser, l'intervention du F.M.I. qui impose une déflation supportée de plein fouet par les ouvriers et paysans, jetés au chômage, dans la misère, la précarité. L'ordre capitaliste dans sa version la plus brutale.

J.-L. Perlier



expressions

« LE PAIN DE LA LIBERTÉ »

de François Guillaume

NOTES DE LECTURE

LE dirigeant de la F.N.S.E.A.-C.N.P.F. vient de publier un livre qui trace un portrait on ne peut plus élogieux de la toute-puissante centrale patronale agricole, tire le bilan des trente dernières années d'une façon pompeuse, et passe sous silence les victimes nombreuses de leur « progrès » et leur « développement » agricole.

Le style, au demeurant très lisible (1) oscille entre une rigueur économique aux intérêts de classe fermement avoués, au service de « l'unité du monde agricole » conforme à « l'intérêt de la nation », et un bucolisme agrarien de sous-préfecture qui fait penser aux manuels scolaires.

Pour Guillaume, il y a l'agriculture française représentée par la F.N.S.E.A. ; ceux qui la refusent ne sont que des vilains marxistes ou des baba-cool, bref des irresponsables qui essayent, sans succès d'après lui, de faire pénétrer la lutte des classes et l'écologie

à l'intérieur d'un monde paysan, qui reste déterminé par le capitalisme libéral, destructeur et aliénant.

Bien qu'anticommuniste absolu, il a des cheminement de pensée et des pratiques d'appareil dignes des pires stalinien. Ainsi, il parle de ses opposants, sans citer leurs noms, ni leurs organisations, ni leurs programmes, simplement il brandit des spectres.

La F.N.S.E.A. jouit de son privilège majoritaire avec un despotisme absolu (2) ; ses dirigeants cumulent les fonctions représentatives syndicales, économiques et sociales, accaparent les terres disponibles autour de chez eux et se distribuent les subventions à huis clos ou presque. Comportement logique de chefs d'entreprises partie prenante du libéralisme et l'orientent à leur seul profit. Deux mots complémentaires reviennent très souvent au cours des pages : démocratie et autorité...

Le discours est serein, démagogiquement pédagogique et il abusera plus d'un petit paysan qui s'y

reconnaîtra, tout en étant la victime quotidienne d'une restructuration capitaliste qui voit le travail remplacé par le capital et la rémunération du travail paysan diminuer, alors que les profits se maintiennent mieux.

Bref un livre que les militants concernés par le syndicalisme agricole doivent connaître afin de réfuter ses thèses de façon précise et argumentée ; quant à ceux qui cherchent des analyses sociales sur l'agriculture, il leur sera plus profitable de piocher dans les écrits des travailleurs-paysans et du mouvement libertaire.

Crapaud

(1) Dans les coulisses d'une réunion syndicale, un journaliste de la presse agricole m'indiqua que Guillaume a eu des problèmes avec ses « nègres » successifs, et je ne sais pas s'il lui restera assez de fric pour verser ses droits d'auteurs à la F.N.S.E.A. comme il s'y engage en toute facilité ; c'est toujours bon pour l'image de marque.

(2) Les rares fois où d'autres syndicalistes paysans siègent dans les organismes professionnels, cela a été acquis par des luttes menées contre la F.N.S.E.A.



Ici Dieu, à vous Paris LE DIMANCHE DE 10 h A 13 h SUR RADIO-LIBERTAIRE 89,5 MHz

D EPUIS bientôt quatre mois, tous les dimanche à 10 h, les auditeurs de Radio libertaire peuvent entendre, en direct, la voix de Dieu. Exclusivité mondiale ! Car, après enquête approfondie, personne ne l'a jamais entendue. Même le Vatican n'a pas de ligne directe Jeanne D'Arc elle-même était obligée de passer par l'inter (Saint-Michel 14-28).

Personnellement, je trouve que la voix de Dieu (qui sert d'indicatif à l'émission) ressemble étrangement à celle de Jacques, c'est un mystère ou peut-être un miracle, mais nous savons que les voies du Seigneur sont impénétrables.

Après cette divine voix, c'est l'émission anticléricale qui commence sous le signe de la bonne humeur, animée par Jacques et Jeannie de Radio-Libertaire, la participation des libres penseurs de service et avec la complicité des auditeurs qui réagissent au quart de poil à tous les clins d'œil (un seul à la fois S.V.P.).

En plus de la Régie divine de publicité, nous ne manquons pas de donner aux auditeurs de précieux conseils : pour eux et avec eux, nous avons testé l'eau bénite, lancé des défis aux astrologues, analysé les événements de l'actualité, en particulier des émissions de Michel Polac... et nous avons d'autres projets.

Anticléricalisme primaire ? Peut-être bien ! Et c'est voulu ! Nous n'aurions pas cette réaction s'il n'y avait pas sur les « médias autorisés », à tous moments (et toutes les occasions leur sont bonnes) ce que l'on peut qualifier de cléricanisme primaire : des bons-dieux et des vilains diables à toutes les sauces, des saints-du-jour, des horoscopes, des leçons de morale, suspension, magie, sorcellerie, voyance, miracles, gris-gris, amulettes, etc. Au siècle de l'électronique on fantasme comme en plein Moyen-Âge.

Dans l'émission anticléricale, nous ne cherchons pas

à ridiculiser les croyants (ou bien alors un petit peu...), mais nous dénonçons ce qui choque les non-croyants dans la vie de tous les jours, toutes les formes de dogmes, et d'obscurantisme banalisées par les différents moyens d'information.

Nous essayons de le faire avec le sourire mais aussi avec sérieux car le cléricanisme n'est pas souvent comique.

Nous bouculons les tabous et donnons des coups de pieds aux cultes. Le téléphone fonctionne en permanence et les auditeurs participent activement par leur plaisanteries, leurs questions et leur interventions sur l'antenne.

Quant à ceux à qui ça fait grincer des dents, eh bien tant pis pour eux ! A cette heure là, ils n'ont qu'à être à la messe. S'ils nous écoutent, ils sont en état de péché mortel, qu'ils aillent se faire...confesser. Nous, nous leur donnons l'absolution.

Marc (Libre-Pensée)

PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 15 septembre : « C'est la lutte finale » (10 h 30-14 h) : débat sur les radios libres avec Patrick Fillioud, Mao de *La Gazette parlée des nouveaux médias* et d'autres intervenants.

• La vie d'artistes » (15 h-18 h) : avec Jean Vasca.

• Vendredi 16 septembre : « Radio-Esperanto » (19 h-20 h) : le congrès de Linz, en Autriche.

• L'invité quotidien » (20 h-22 h) : l'Action d'urgence internationale.

• Contacts » (22 h-24 h) : les drogues.

• Samedi 17 septembre : « Radio-Libertaria » (14 h-18 h).

• Prisons » (18 h-20 h 30).

22 h-24 h : mise en place d'une émission de rock des années 60.

• Dimanche 18 septembre : « Ici Dieu à vous Paris » (10 h-13 h) : émission animée par la Libre Pensée.

• Lundi 19 septembre : « Radio-Libertaria » (18 h-22 h) : de 21 h à 22 h, histoire de la musique espagnole.

• Mardi 20 septembre : « Magazine temporaire et provisoire » (15 h-18 h) : chanson française, interviews-bidon.

• Contre l'enfermement » (22 h-24 h) : informations et nouvelles de prisons.

• Mercredi 21 septembre : « Les raisons de la colère » (18 h-20 h) : émission sur les femmes.

BANDE DESSINÉE

PARTIE DE CHASSE

de Enki Bilal et Pierre Christin

D ES paysages irréels d'une blancheur bleutée, nappés de brume, puis, comme une souillure, du sang, d'abord par gouttes parsemées, bientôt à flot : le sang du gibier, mais surtout le sang des peuples pliés sous le joug implacable de la machine du Parti communiste, éclaboussant jusqu'à la nausée le cinquième album des « Légendes d'aujourd'hui ».

Le couple Bilal-Christin, à qui nous devons déjà les célèbres *Phalanges de l'ordre noir*, récidivent, se surpassant dans la *Partie de chasse*, une splendide histoire dont l'action se déroule dans la Pologne de 1983. Surtout une peinture cruelle de hauts dignitaires du PC-URSS ou des pays satellites, faisant, au cours d'un week-end de chasse, le triste bilan du triomphe de la dictature du prolétariat en Europe de l'Est.

Etrange, le personnage central, Vassili Tchetchenko restera muet tout au long du récit. Il est l'histoire du Parti communiste russe. Militant dès 17, il a traversé les années, survivant à toutes les purges, s'adaptant avec docilité à toutes les périodes, sa souplesse d'échine lui valant d'accéder aux postes les plus impor-

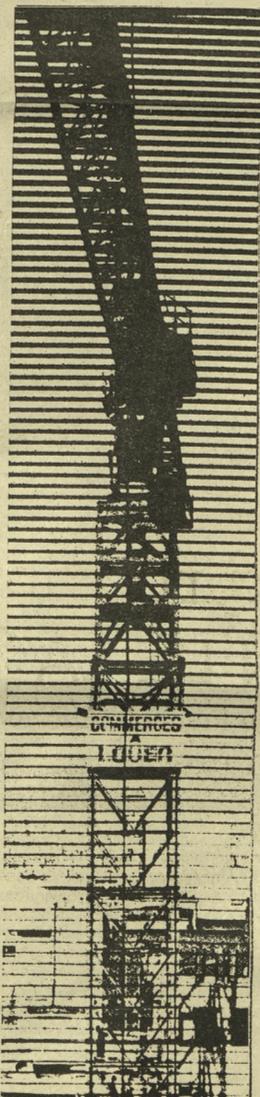
ants. Mais l'image d'une femme qu'il a aimée, laissée massacrée au nom de la cause, le hante.

Puis il a son ombre ? son confident, sa voix : Eugéni Golozov. Ensuite, Tadeuz Bozek, un juif polonais, le seul personnage qui semble vivant, promenant son ironie acerbe et désabusée parmi les visages sinistres des autres invités. Chacun racontera un bout de sa vie mêlée à des pans du passé des Etats de l'Est, ses révoltes, ses résignations, ses doutes, ses cauchemars...

Lorsqu'arriveront les deux derniers chasseurs, le successeur de Tchetchenko au Politburo et le représentant de la RDA, les nouveaux cadres de l'empire marxiste, durs et froids technocrates, la mort sera sans cesse présente.

Des scènes splendides telle la traversée du village polonais par les chasseurs, les visages inquiets des habitants observant leurs nouveaux seigneurs, ainsi que la mort d'un vieux stalinien dans les thermes de Budapest suite au rapport Kroutchev, sont illustrées avec brio par Bilal qui manie désormais la couleur comme un grand artiste. Rarement un si beau dessin avait complété un si bon texte.

Pascal



NOTES DE LECTURE

« L'Inhabitation » d'André Cornut

L E toit est un besoin vital. Et la façon dont une société répond à cette nécessité en dit plus long que bien des discours quant à sa nature. Pour caractériser la situation actuelle, André Cornut a créé un néologisme : « L'inhabitation ». C'est le titre qu'il donne à un essai consacré à un sujet qu'il connaît bien puisqu'il a trente ans de pratique immobilière(1). « In-habitation » dit-il, c'est le mot juste « car c'est bien d'une absence, d'un défaut, d'un manque qu'il s'agit ».

Manifestement, l'auteur, qui a souffert de voir massacrer sa Provence, a des comptes à régler et il s'y emploie avec une verve féroce. C'est la guerre et la destruction partielle des villes qui va tout faire « basculer dans un autre monde ». « L'ère des entreprises immobilières est ouverte, et avec elle bien sûr l'œuvre de démolition esthétique et culturelle de tous les types d'habitat ».

« Les apprentis sorciers de tous poils vont pouvoir s'en donner à cœur joie » explique André Cornut qui les dénonce tous : les maîtres d'œuvre, les technocrates, les architectes D.P.L.G., les bureaux d'étude, les marchands de soupe de la publicité, les conseillers juridiques, « cohorte de sucent-le-sang ». Réussir dans ce milieu exige du culot, de l'entregent, de fréquenter un Rotary...

Pour André Cornut « l'inhabitation » n'évoque pas seulement la tour ou la barre de béton « trouée comme du gruyère ». Il s'agit également de l'environnement, des pollutions, des agressions de toute nature et des stress qu'elle provoque. L'auteur s'en prend aussi à l'Etat, à l'Autorité. Dans certaines pages, il ouvre les vannes à un flot torrentueux d'interrogations, de colères, de passions. Bien entendu, nous ne serons pas forcément d'accord avec tout ce qu'il affirme. C'est ainsi qu'il exprime, me semble-t-il, une nostalgie du passé que nous ne pouvons partager. Anarchisme ne rime pas avec passéisme. Certes la vague immobilière a emporté bien des modes de vie, rompu des liens fraternels, noyé des cultures. Mais nous ne pouvons tout de même pas oublier qu'en plus d'un siècle, tout ce que la bourgeoisie en plein essor a pu offrir au prolétariat, producteur de toutes les richesses, c'est l'entassement dans les taudis des agglomérations industrielles. Avec l'alcoolisme et la tuberculose en prime. Aujourd'hui, nous en sommes à l'ère des Z.U.P. infernales. Les causes de cette « inhabitation » ne se trouvent pas ailleurs que dans les ressorts de la société de classes : l'exploitation, le profit, l'autorité étatique. En rompant avec ces sujétions, en libérant les initiatives, la commune libertaire pourrait sans doute apporter des solutions originales (et rationnelles) aux problèmes de l'habitat et de l'urbanisme.

S.B.

LIBERTÉ SURVEILLÉE... POUR LES PATRONS OU POUR LES OUVRIERS ?

AVEC les embouteillages, la « rentrée sociale » est commencée. En douceur. L'heure n'est plus aux démonstrations fracassantes ! M.M. Maire et Krasucki découvrent que les orientations économiques ne sont pas dissociables des mesures sociales.

Le patron de la CFDT préconise un socialisme qui ne serait pas « un taux de croissance mais une manière de vivre ». Aussi faut-il redéfinir des objectifs qui répondent à ce projet : qualité et conditions de travail, utilisation du temps libre.

Le patron de la C.G.T., lui, pense au contraire que « la croissance, si elle ne suffit pas à changer la société, est une condition de son existence ». Aussi en appelle-t-il à une rigueur qui ne se limiterait pas à aplatiser les portefeuilles, mais qui demanderait à chacun de fournir un effort. Un « retrouvez vos manches » nouvelle manière, en somme.

Le chômage, cette plaie du capitalisme qui affecte même les permanents syndicaux quand les travailleurs rognent sur les cotisations, demeure la préoccupation principale de nos deux camarades-dirigeants syndicaux. Maire propose la limitation des revenus individuels et un partage du travail. Krasucki préconise le maintien du pouvoir d'achat pour stimuler la consommation qui créera des emplois.

Les patrons sont inquiets...

Jusqu'à-là, rien de bien original. Rien qui puisse soulever les masses populaires d'un enthousiasme aussi unanime que révolutionnaire. Rien qui puisse faire trembler de terreur les chefs d'entreprises et les actionnaires.

Et pourtant, les patrons sont inquiets. Ils ont été accusés par Krasucki, lors d'une conférence de presse tenue fin août, de démissionner et de sacrifier leur société sur l'autel de la compétitivité internationale. « Les travailleurs ne seront pas les orphelins éplorés d'une classe dirigeante qui renonce » a-t-il dit.

Quant à Maire, il accuse dans *Syndicalisme* les patrons d'avoir conduit « à la régression progressive de l'appareil productif ».

Les patrons sont inquiets. A chaque nouvelle difficulté qui s'annonce dans une entreprise, disent-ils, la C.G.T. propose un contre-plan industriel, quand elle ne prend pas carrément l'entreprise en main.

« La réorganisation de l'appareil productif français selon les critères de la C.G.T. — et du P.C.F. — devient dès lors l'un des mots d'ordre mobilisateurs pour cet automne. Les dirigeants de la C.G.T. ne s'en cachent pas. La compétitivité des entreprises est du domaine qui relève de l'autorité de l'organisation syndicale. » (Les Echos, 29 août 1983).

Et l'article conclut : « Cet automne, les chefs d'entreprise seront en liberté toujours plus surveillée. »

Mais il y a pire ! Voilà-t-il pas que la C.G.T. veut avoir accès aux documents comptables des entreprises, redécouvrant, cinquante ans après, les revendications des syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T.-S.R. des années vingt et du programme de transition trotskiste des années trente !

En somme, les patrons sont inquiets parce que les dirigeants syndicaux les concurrencent sur leur propre terrain : si vous ne faites pas votre boulot correctement, on le fera à votre place. Effectivement, le patronat est effrayé à l'idée que puissent être dévoilées les innombrables combines qui lui permettent de frauder le fisc, de tromper les travailleurs et de leur fournir un complément appréciable de ressources.

Offrez-vous une femme de ménage à bon compte. Inscrivez-la sur les registres du personnel de votre entreprise et faites-la travailler chez vous. Gonflez vos frais d'amortissement et votre société déclarera des bénéfices minimes. Créez une filiale bidon à votre société avec votre femme à sa tête et vous en tirerez d'innombrables avantages, ne serait-ce qu'en évitant qu'il y ait un comité d'entreprise. Faites sous-traiter les travaux rentables et conservez les travaux non rentables et vous justifierez une compression du personnel.

Contrairement à l'idée reçue, les mesures prises par les socialistes n'ont pas freiné les combines patronales, elles les ont au contraire multipliées. Chaque (demi-) mesure prise pour récupérer du fric sur les employeurs entraîne une multiplication encore plus grande de moyens mis en œuvre pour frauder. Les journaux économiques de nos voisins européens regorgent de révélations sur les entourloupes patronales et sur l'incompétence du pouvoir à les empêcher (voire sa faculté à les susciter).

... Les dirigeants syndicaux aussi

Les dirigeants syndicaux sont inquiets. Les cotisations ne rentrent plus. Des centaines de milliers d'adhérents ont quitté les organisations syndicales qui ont été incapables de s'adapter à l'évolution du capitalisme de ces quinze dernières années. Les syndicats en sont encore au syndicalisme qui organisait les ouvriers qualifiés bénéficiant d'une garantie de l'emploi. Ils ont été incapables de s'adapter au travail intérimaire, à la multiplication du travail hors-statut, aux contrats à durée déterminée, aux horaires à la carte, à la baisse relative de la classe ouvrière traditionnelle et à l'accroissement des « cols blancs » et des techniciens.

Un dirigeant de la C.F.D.T., interrogé par *Le Matin*, explique qu'auparavant ils avaient une baignoire qui fuyait mais dont le robinet restait ouvert, alors qu'aujourd'hui la baignoire fuit toujours mais le robinet est fermé.

Le mouvement syndical paie pour la politique qu'il a menée depuis quinze ans et il a raison d'être inquiet. Il paie pour la subordination systématique des mouvements revendicatifs aux impératifs des échéances électorales. Il paie pour toutes les luttes qu'il a brisées dans l'oeuf ou qu'il a fourvoyées. Il paie pour toutes les occasions perdues de mobiliser parce qu'il suffisait d'attendre que la gauche arrive au pouvoir et il paie pour les illusions électorales qu'il a encouragées. Il paie pour la politique de la gauche qui fait ce que la droite n'aurait jamais osé faire. Il paie pour tous les militants qu'il a envoyés dans les innombrables commissions et structures de discussion, négociation, consultation, conciliation, gestion, et qui se sont peu à peu coupés de la base. Et, surtout, il paie pour les innombrables militants qu'il a exclus, matraqués, insultés, calomniés, diffamés, écornés et même, en plusieurs occasions, suicidés, pour la seule raison qu'ils avaient des divergences avec la ligne du moment sur les questions d'organisation des luttes, sur la façon de militer ou sur la finalité même du syndicat ; des militants qui, en définitive, avaient commis la faute d'avoir plus d'imagination que les bureaucrates en place.

Va-t-on commencer à connaître, désormais, une nouvelle race de chômeurs, les permanents syndicaux ?

Raoul Boullard

Elections de Dreux

LES résultats du premier tour des élections municipales de Dreux ont fait sensation. L'union de la gauche a connu un nouveau recul et les abstentions ont représenté le tiers du corps électoral. La « rigueur » se paie. Par-dessus le marché, le candidat tête de liste « socialiste », un ami de Rocard et P.D.G. d'une entreprise de chaussures, n'avait rien qui puisse enthousiasmer la foule des prolétaires drouais.

Mais l'événement, bien entendu, a été constitué par le score du Front national (16,72% et jusqu'à 22% dans les quartiers populaires). Une fraction de l'électorat traditionnel de la gauche — et notamment de l'électorat communiste — a donné ses voix aux fascistes de Le Pen.

Depuis toujours, ces gens-là ont placé tous leurs espoirs dans les urnes, ne serait-ce que pour mettre un tant soit peu de beurre dans leurs maigres épinars. Et le mouvement ouvrier, aux mains des politiciens et des réformistes, n'est pas capable de leur ouvrir d'autres perspectives. Décus, contaminés par la peste raciste,

ils n'ont pas hésité à changer la couleur de leur bulletin et à voter pour l'extrême droite. Cela s'est déjà vu dans l'Allemagne des années trente. Il y a de quoi rester confondu devant tant d'imbécillité. Et très inquiet. Ils ne réalisent pas, les malheureux, que le fascisme de M. Le Pen présenterait pour eux des inconvénients infiniment plus considérables que le fait d'avoir une famille maghrébine comme voisins de palier. Mais, sans aucun doute, ignorent-ils ce qu'est le fascisme !...

La moitié des Drouais vit dans des H.L.M. et un quart de la population est immigré. Les difficultés de voisinage sont manifestement la cause de l'exaspération des 1 700 « braves gens » qui ont voté Stirbois. La vie dans les grands ensembles, c'est bien connu, n'a jamais été facile, alors même qu'ils n'étaient peuplés que de Dupond/Durand. La coexistence forcée de gens de langues et de coutumes différentes n'a rien arrangé.

Ce racisme à l'état latent, la crise, c'était prévisible, l'a amplifié ce qui, soit dit en passant,

montré l'importance des déterminants économiques dans le comportement des individus. Il suffit d'écouter les conversations dans les transports en commun ou sur les marchés pour en mesurer l'ampleur. Les ragots les plus absurdes se propagent de bouche à oreille. Les immigrés — qui n'en est pas convaincu ? — mangent notre pain, volent notre travail, commettent les pires forfaits, bénéficient scandaleusement de la haute surveillance de l'administration et des largesses de la Sécurité sociale. Cette infâme campagne, savamment orchestrée par la droite et l'extrême droite s'appuie sur les falsifications, les mensonges les plus éhontés. En ce qui concerne par exemple les dépenses sociales, les données officielles prouvent que les immigrés versent plus de cotisations qu'ils ne reçoivent de prestations, contribuant ainsi à l'équilibre du budget de la Sécurité sociale.

Après le premier tour de Dreux, les dirigeants de la droite ont montré un certain embarras. Les leaders du C.D.S. qui lorgnent

depuis quelque temps en direction de Rocard ont protesté. Division du travail obligeant, la mère Veil est montée à la lucarne pour émettre des réserves et rassurer la partie de l'électorat « modéré » qui pourrait s'inquiéter d'une alliance avec l'extrême droite.

Quant à la gauche, cette affaire de Dreux constitue un magistral retour de manivelle en pleine gueule, car elle n'a pas moins contribué que la droite à l'établissement de la triple relation immigration-insécurité-chômage. Le bulldozer demeure un inoubliable symbole. Il n'y a pas si longtemps le maire stalinien de Vénissieux réclamait l'expulsion des familles immigrées « à problèmes » et Marchais proteste toujours contre « les trop fortes concentrations » de travailleurs étrangers (comme si la bourgeoisie n'avait pas, de tout temps, concentré dans des quartiers et des banlieues réservées ces immigrés de l'intérieur que furent les ouvriers français).

Et voici que la campagne du gouvernement contre les immigrés clandestins relance la chasse

au faciès. Elle répond aux vœux maintes fois exprimés des dirigeants syndicaux, de Krasucki à Bergeron, lequel s'est illustré cet été en proclamant, tout comme Chirac, que « nos frontières (sic) ne peuvent plus demeurer de véritables passoires ».

Tout ça n'empêchera pas nos leaders, à la prochaine occasion, d'entonner « L'Internationale ».

Il est clair qu'on ne peut compter sur les organisations qui se réclament de la classe ouvrière pour endiguer, comme il serait pourtant de leur devoir, la montée de la peste raciste. Il faudrait pour cela une vigoureuse lutte idéologique qu'elles ne peuvent ni ne veulent mener.

D'où, pour nous, et plus que jamais, l'ardente obligation d'œuvrer à la reconstruction d'un mouvement ouvrier renouant avec les principes de la solidarité et de l'internationalisme.

S. Basson

LES PROLÉTAIRES MALADES DE LA PESTE